



UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA – BEJAIA

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des sciences de gestion

Mémoire de Fin d'Etudes

Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences de Gestion

Option : *Comptabilité, Contrôle et Audit*

Thème :

Etude et analyse financière d'un crédit d'exploitation

Cas de la banque ABC

Réalisé par :

MEHELLEB Sonia

MEHELLEB Yasmina

Encadré par :

M^{me} AYAD Naima

Co-encadré par :

M. TABET Abdelmalek

Présidé par :

M. MAAMRI Moussa

Examiné par :

M. FRISSOU Mahmoud

Nos remerciements s'adressent en premier lieu à M. Abdelmalek Tabet. Pour le temps et toute l'attention que vous nous avez accordé, pour vos conseils, votre patience et votre investissement dans notre travail malgré les conditions imposées par cette pandémie, nous vous sommes infiniment reconnaissantes.

Ensuite, nous tenons à exprimer notre gratitude envers notre enseignante et promotrice M^{me} Naima Ayad. Notre intérêt pour la finance vous revient. Vous vous êtes dévouée pour nous comme peu d'enseignants l'ont fait.

Nous saisissons également cette opportunité afin de remercier toute l'équipe de l'agence ABC de Bejaïa, votre accueil a été des plus chaleureux, bien que notre temps avec vous ait été court.

Enfin, à nos parents à qui nous devons tout, nos grands-parents que nous aimons profondément, à nos frères et sœurs, oncles et tantes, cousins, cousines et amis, merci à vous tous, votre soutien nous a été indispensable.

A notre famille

"When in doubt, go to the library"

- Ron Weasley.

Sommaire

Liste des abréviations	6
Introduction générale.....	9
Chapitre I : La banque : Généralités et concepts de base	11
Section 1 : Généralités sur la banque	12
Section 2 : Généralités sur les crédits bancaires	16
Chapitre II : Cycle d'exploitation, financement et risques encourus.....	19
Section 1 : Le cycle d'exploitation d'une entreprise et son financement.....	20
Section 2 : Les risques et les garanties	34
Chapitre III : Outils d'analyse du cycle d'exploitation	42
Section 1 : Généralités.....	43
Section 2 : Approche globale	45
Section 3 : Approche relative	56
Chapitre IV : Montage et étude d'un dossier de crédit d'exploitation.....	61
Section 1 : Présentation de la banque et constitution d'un dossier de crédit	62
Section 2 : Rapport de crédit de Bank ABC.....	65
Section 3 : Analyse financière.....	84
Conclusion générale	95
Bibliographie	97
Liste des annexes.....	100
Liste des tableaux	117
Liste des figures	119
Table des matières	120
Résumé	125

Liste des abréviations

ABC	Arab Banking Corporation
ABC-A	Arab Banking Corporation Algeria
ACC	Asset Conversion Cycle
ASF	Avance Sur Factures
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BFRE	Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation
BFRHE	Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation
BC	Banque Centrale
BAO	Billet à Ordre
BOAL	Bulletin Officiel des Annonces Légales
CA	Chiffre d'Affaires
CAF	Capacité d'Autofinancement
CAFDS	Cash Available For Debt Service
CAHT	Chiffre d'Affaires Hors Taxes
CA TTC	Chiffre d'Affaires Toutes Taxes Comprises
CMT	Crédit Moyen Terme
CNRC	Centre National du Registre de Commerce
CV	Curriculum Vitae
DSCR	Debt Service Coverage Ratio
DZD	Dinar algérien
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EBIT	Earnings Before Interest and Taxes

EBITDA	Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization
EENE	Effets Escomptés Non Echus
ETE	Excédent de Trésorerie d'Exploitation
FR	Fonds de Roulement
HT	Hors Taxes
IBE	Insuffisance Brute d'Exploitation
ICR	Interest Coverage Ratio
IDC	Interbank Documentary Collection
JORA	Journal Officiel de la République Algérienne
LC	Lettre de Change
L/C	Lettre de Crédit
M	Million
MC	Marge Commerciale
MP	Matières Premières
NIF	Numéro d'Identification Fiscale
NIS	Numéro d'Identification Sociale
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PV	Procès-Verbal
R	Résultat net
RAROC	Risk Adjusted Return On Capital
RCAI	Résultat Courant Avant Impôt
RFR	Ressource en Fonds de Roulement
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SIG	Soldes Intermédiaires de Gestion

TCR	Tableau de Compte de Résultat
TR	Trésorerie
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur Ajoutée
VD	Valeurs Disponibles
VE	Valeurs d'Exploitation
VI	Valeurs Immobilisées
VR	Valeurs Réalisables

Introduction générale

Face à la conjoncture économique mondiale incertaine marquée récemment par l'instabilité du marché pétrolier, l'Algérie se retrouve dans l'obligation de diversifier son économie caractérisée jusqu'à présent par sa dépendance à la rente pétrolière. Cette situation place l'entreprise algérienne et notamment le producteur algérien au cœur des changements que l'on tente d'opérer, ceux-ci ayant pour maître-mot la promotion des investissements privés.

Cette volonté de développement se traduit notamment par l'ouverture du système bancaire algérien au secteur privé national et international avec la possibilité de mettre en place de nouveaux produits et de nouvelles prestations répondant aux besoins grandissants des entreprises, dont le financement externe dépend majoritairement des banques.

En effet, cette libération du marché financier profite aux entreprises qui, jusqu'alors, faisaient face au monopole des banques publiques caractérisé par l'excès de centralisation, la lenteur dans la prise de décision, les exigences trop élevées en matière de garanties et de surcroît par l'opacité de la grille tarifaire et son manque de compétitivité.

Actuellement, les banques ajustent leur offre en introduisant des produits plus à même de répondre aux besoins divers et variés des entreprises, tel que souligné plus haut.

Le présent mémoire se penche ainsi sur le financement de l'exploitation des entreprises, notre travail étant motivé par le désir de répondre à l'interrogation suivante : L'étude qu'effectue la banque préalablement à l'octroi d'un crédit d'exploitation est-elle satisfaisante ?

Pour tenter de répondre à cette question principale une investigation plus profonde s'impose, formulée comme suit :

- Comment se déroule le cycle d'exploitation de l'entreprise et quels sont les besoins liés ?
- Comment la banque arrive-t-elle à cerner avec précision ces besoins et par quels moyens peut-elle les combler ?
- Quel travail de recherche effectue-t-elle avant l'affectation d'un financement ?
- Quels sont les risques auxquels elle peut faire face à l'affectation d'un prêt et comment s'en prémunit-elle ?

Nous approchons cette problématique par les deux hypothèses suivantes :

- La méthode d'analyse financière utilisée par la banque diffère de la méthode traditionnelle ;
- La banque accorde un intérêt prononcé à l'étude des risques.

Afin de vérifier nos hypothèses de travail, nous avons adopté une méthodologie qui est basée sur deux éléments principaux :

- L'exploitation de fonds documentaires à savoir les ouvrages, les sites internet et les supports juridiques ;
- La réalisation d'un stage pratique de trois semaines au niveau de Bank ABC ; il s'est avéré que cette dernière effectuait ses analyses financières suivant la méthode anglo-saxonne, celle-ci fera l'objet d'une confrontation avec la méthode classique telle qu'elle nous a été transmise.

La mise en avant de notre recherche nécessite le partage de ce mémoire en quatre chapitres distincts.

Le premier chapitre intitulé « La banque : généralités et concepts de base » portera sur les notions relatives à la banque ainsi que sur les crédits que celle-ci propose à sa clientèle d'entreprises.

Dans le deuxième chapitre intitulé « Cycle d'exploitation, financement et risques encourus » nous aborderons, dans un premier temps, le cycle d'exploitation des entreprises ainsi que les crédits que propose la banque afin de combler les décalages survenant durant ce cycle. Nous reviendrons également sur les risques auxquels la banque s'expose en engageant ses fonds et sur les moyens auxquels elle recourt pour y faire face.

Le troisième chapitre intitulé « outils d'analyse du cycle d'exploitation » exposera les indicateurs nécessaires à une étude financière.

Enfin, à travers le quatrième chapitre intitulé « Montage et étude d'un dossier de crédit d'exploitation » nous mettrons en pratique nos connaissances en matière d'analyse financière en portant un examen sur un dossier de crédit d'exploitation soumis à la Bank ABC, avec un rapprochement de nos méthodes à celles utilisées par la banque.

Chapitre I

La banque : Généralités et concepts de base

Des besoins très divers peuvent émaner des particuliers ainsi que des entreprises. La banque, qui trouve son essence même dans l'expression de ces besoins, s'adapte et évolue en fonction de ces derniers. Il est de ce fait évident que l'on distingue aujourd'hui plusieurs types de banques.

La banque active dans un environnement particulièrement régulé et structuré et, bien que la spécialisation des banques et leur distinction relève purement de la pratique bancaire, le concept générique de la banque est clairement défini juridiquement, au même titre que les fonctions qu'elle remplit.

Il nous paraît donc important de nous référer à la loi algérienne pour le double avantage qu'elle présente : la précision de ses définitions et leur pertinence en Algérie. Ainsi, l'objectif de ce chapitre est de présenter la banque et d'énoncer brièvement les types de crédits qu'elle octroie aux entreprises.

Pour ce faire, nous distinguons deux sections :

- Section 1 : Généralités sur la banque ;
- Section 2 : Généralités sur les crédits bancaires.

Section 1 : Généralités sur la banque

Les banques jouent un rôle prépondérant au sein de l'économie, elles remplissent de nombreuses fonctions et activent aussi bien au service des particuliers que des entreprises. Comment définit-on donc la notion de banque ? Comment sont-elles classifiées ? Quelles sont leurs fonctions ? Et enfin, comment utilisent-elles la notation financière à leur avantage ?

1 Définition de la banque

Les banques sont définies par l'article 114 de la loi n°90-10 relative à la monnaie et au crédit comme étant « *Des personnes morales qui effectuent à titre de profession habituelle et principalement les opérations de banque* », celles-ci comprennent, d'après l'article 110 de cette même loi « *La réception de fonds du public, les opérations de crédit ainsi que la mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci* ». ¹

¹ Articles 110 et 114 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit. Journal Officiel de la République Algérienne n°16, p 461.

Les banques peuvent aussi effectuer des opérations connexes à leur activité principale : change, conseil et gestion au service des particuliers et des entreprises.²

Il est intéressant de comparer ce point de vue juridique qui définit la banque selon ses fonctions commerciales à un point de vue économique qui considère la banque comme ayant un pouvoir de création monétaire, la distinguant des établissements financiers.³ En mettant en relation les crédits et les dépôts et par simple jeu d'écriture, la banque crée de la monnaie et augmente ainsi la quantité de monnaie en circulation.

2 Classifications des banques

Il existe plusieurs façons de classer les banques, nous retiendrons néanmoins ici une classification par le rang et par l'activité.

2.1 Selon le rang

2.1.1 La banque de premier rang

Elle correspond à la Banque Centrale. L'article 37 de la loi n° 62-144 lui attribue la fonction d'émission monétaire en ces termes : « *La banque Centrale exerce seule, par délégation de l'Etat, le privilège d'émettre en Algérie des billets de banque* ». ⁴

De plus, la BC conduit la politique monétaire et exerce des fonctions de régulation du système financier, principalement celle de « banque des banques » dans la mesure où les banques de second rang effectuent leurs règlements par l'intermédiaire de la BC.

2.1.2 La banque de second rang

Cette catégorie correspond aux banques commerciales. C'est un établissement disposant d'un mandat bancaire et ayant conclu un accord avec la Banque Centrale dans le but de prêter de la monnaie émise par cette dernière.⁵

2.2 Selon l'activité

Les banques de second rang œuvrent dans le domaine du commerce de l'argent et dans la réalisation des opérations et interventions monétaires sur les marchés financiers. On distingue

² BERNET-ROLLANDE, Luc. *Introduction – Le système bancaire français* In Principes de technique bancaire. 24^{ème} Edition. Paris : Dunod, 2006, p 4, 5.

³ BEITONE, Alain *et al.* Dictionnaire de science économique 3^e édition. Tizi Ouzou : Mehdi, 2013, p 23.

⁴ Article 37 de la loi n° 62-144 du 13 décembre 1962 portant création et fixant les statuts de la Banque Centrale d'Algérie. Journal Officiel de la République Algérienne n° 10, p 113.

⁵ Rachatducredit.com. Consulté le 20/04/2020.

trois types de banques : les banques de dépôt, les banques d'investissement et les banques universelles.

2.2.1 Les banques de dépôt

Elles ont comme principale activité la collecte des ressources, la gestion des comptes courants et l'octroi de crédits à court terme. Ces banques ont donc des ressources courtes et des emplois courts et jouent un rôle important dans la création et la gestion des moyens de paiement.⁶

2.2.2 Les banques d'investissement (banque d'affaires)

Ce sont des banques qui se consacrent à des activités de placement de titres, de conseil financier aux entreprises (notamment dans le domaine des fusions-acquisitions), de gestion et de placement de l'épargne longue⁷ c'est-à-dire qu'elles s'engagent sur le long terme par le biais de participations.

2.2.3 La banque universelle

C'est un établissement de crédit présent sur tous les segments du marché bancaire domestique et international en proposant tous types de financements et de prestations de services⁸.

Plus simplement dit, la banque universelle combine en son sein les activités des banques de dépôt et celles des banques d'investissement.

3 Les fonctions de la banque

La banque remplit une multitude de fonctions :

- La collecte des dépôts ;
- La gestion des moyens de paiement (chèques, virements, retraits, cartes bancaires, etc.) et la sécurisation des transactions financières ;
- Le financement par le crédit ;
- Le conseil aux particuliers et aux entreprises ;
- L'intermédiation sur les marchés financiers.⁹

⁶ BEITONE, Alain *et al.* *Op.cit.* p 24.

⁷ *Ibid.*

⁸ Mataf.net. Consulté le 21/04/2020.

⁹ Lafinancepourtous.com. Consulté le 21/04/2020.

4 La notation financière

La plupart des banques font aujourd'hui appel aux services des agences de notation financière. Ces dernières sont des entreprises privées chargées d'évaluer le risque lié à la souscription d'un emprunt privé ou public.

On appelle notation (ou rating) l'évaluation de la solvabilité d'un emprunteur par un organisme agréé (agence de notation). Un emprunteur bien noté obtiendra des crédits à des conditions plus favorables.¹⁰

Les banques se réfèrent ainsi aux données analytiques des agences de notation dans l'objectif d'amoindrir le risque et de prendre des décisions avisées dans les opérations d'octroi de crédit par exemple. Moody's analytics indique que les outils mis à la disposition de la banque contribuent à l'accord de prêts plus rentables avec :

- Une évaluation du crédit par un processus automatisé ;
- Une prise en charge de toutes les structures, les prix et les conditions de prêt pour réduire le risque ;
- Une surveillance proactive de la santé financière des emprunteurs et du niveau de risque du portefeuille de prêt.¹¹

Nous retenons que le rating prend en considération plusieurs facteurs, ils peuvent être internes à l'entreprise (historique des crédits et des remboursements, mode de gestion, etc.) et externe (qualité du marché, des clients et des fournisseurs, environnement politique, économique et social).

¹⁰ BEITONE, Alain *et al.* *Op.cit.* p 326.

¹¹ Moodysanalytics.com. Consulté le 26/04/2020.

Section 2 : Généralités sur les crédits bancaires

Le crédit est un mécanisme fondamental de la vie économique et de la croissance, a fortiori en Algérie où il demeure le moyen de financement le plus utilisé par les entreprises considérant le fait que le marché financier ne soit pas encore très développé. De ce fait, les banques mettent à la disposition de leurs clients particuliers et entreprises une multitude de crédits, chacun répondant à un besoin précis.

1 Définition du crédit

Le crédit est une opération qui permet au débiteur de différer son paiement ou qui permet à un agent économique de détenir pendant un certain temps des fonds mis à sa disposition par un autre agent. Le plus souvent, le créancier obtient une rémunération versée par le débiteur. L'octroi d'un crédit suppose, de la part du débiteur, l'engagement de rembourser à l'échéance. Le créancier n'accorde donc le crédit que s'il a confiance dans la solvabilité du débiteur.¹²

A la lumière de cette définition, deux formes de crédit sont à retenir : celui par lequel un particulier ou une entreprise retarde son paiement et celui qui lui permet de financer son projet ou son activité. Toutefois, quelle que soit sa forme, le crédit repose principalement sur ces éléments : la confiance, le temps et la promesse de remboursement.

2 Définition du crédit bancaire

L'article 112 de la loi n° 90-10 relative à la monnaie et au crédit définit l'opération de crédit bancaire comme étant « *Tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie* ». De plus, l'article indique que « *Sont assimilés à des opérations de crédits les opérations de location assorties d'option d'achat, notamment les crédits bails* ».¹³

Cette définition met en avant plusieurs types de crédits bancaires notamment les crédits par caisse, les crédits par signature et le leasing. Plusieurs caractéristiques sont à prendre en compte : la somme empruntée, la durée du prêt (à court, moyen ou long terme), le taux d'emprunt et les éventuels frais (intérêts, commissions, agios).

¹² BEITONE, Alain *et al.* *Op. cit.* p 108.

¹³ Article 112 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit. Journal Officiel de la République Algérienne n°16, p 461.

3 Le rôle du crédit bancaire

De manière globale, la banque fait interagir deux notions opposées et complémentaires : l'épargne et l'investissement, mettant en relation les agents à capacité de financement et les agents à besoin de financement¹⁴.

Elle collecte donc l'argent des épargnants et l'investit au travers de crédits. Ces derniers favorisent la consommation (lorsqu'ils sont accordés aux ménages) et la production (par le financement des entreprises et par l'augmentation de la demande engendrée par les crédits consentis aux particuliers). Le crédit bancaire est donc un élément essentiel dans la croissance économique.

4 Classifications des crédits aux entreprises

Les crédits aux entreprises peuvent être classés selon différents critères, dont nous retenons l'objet et la durée.

4.1 Les crédits d'exploitation (crédits à court terme)

Les crédits d'exploitation sont consentis aux entreprises pour remédier à des insuffisances temporaires de capitaux (besoins de trésorerie). Ils sont à court terme (moins d'un an) et correspondent au besoin à financer (approvisionnement, stockage, commercialisation). La nature de ces crédits suppose que leur remboursement soit assuré par le fonctionnement courant de l'entreprise.¹⁵

Le financement de l'activité repose sur deux types de crédits : les crédits par caisse et les crédits par signature. Nous abordons ces derniers plus en détail dans le chapitre II.

4.2 Les crédits d'investissement (crédits à moyen et à long terme)

Les crédits d'investissement (ou d'équipement) financent des biens et des matériels. La première caractéristique de ces crédits est que c'est le fonctionnement des équipements financés qui permettra de générer les fonds nécessaires à leur remboursement. La seconde caractéristique tient au fait que ces crédits soient généralement à moyen terme (entre 2 ans et 5 ans) ou à long terme (plus de 7 ans).

¹⁴ Lafinancementpour tous.com. Consulté le 06/04/2020.

¹⁵ BERNET-ROLLANDE, Luc. *Le financement de l'activité* In Principes de technique bancaire 24^{ème} Edition. Paris : Dunod, 2008, p 285.

4.3 Le crédit-bail (ou leasing)

L'article 1^{er} de l'ordonnance n° 96-09 définit le crédit-bail ou leasing comme étant « Une opération commerciale et financière réalisée par les banques et établissements financiers, ou par une société de crédit-bail [...] ayant pour support un contrat de location pouvant comporter ou non une option d'achat au profit du locataire et portant exclusivement sur des biens meubles ou immeubles à usage professionnel ou sur fonds de commerce ou sur des établissements artisanaux ». ¹⁶

Le leasing consiste à accorder un bien à une entreprise contre des frais de location à payer périodiquement de façon à bénéficier d'une option d'achat sur ce bien à l'échéance du contrat.

Ce chapitre englobe les notions de base concernant la banque en plus d'inclure le concept du rating qui nous paraissait important à mentionner étant donné sa fonction grandissante au service des banques.

De plus, conséquemment au rôle prépondérant qu'occupe le service crédit au sein de la banque, nous abordons dans un second temps la notion du crédit bancaire et définissons très brièvement les crédits octroyés aux entreprises, desquels nous distinguons le crédit-bail, les crédits d'investissement et les crédits d'exploitation, sur lesquels nous revenons dans le chapitre suivant.

¹⁶ Article 1^{er} de l'ordonnance n° 96-09 du 10 janvier 1996 relative au crédit-bail. Journal Officiel de la République Algérienne n° 3, p 20.

Chapitre II

Cycle d'exploitation, financement et risques encourus

L'entreprise traverse tout au long de sa vie une série d'évènements sur lesquels elle n'a, pour la plupart, aucun pouvoir. Cependant il existe un enchaînement répétitif d'opérations qu'elle se doit de connaître et même de maîtriser, c'est le cycle d'exploitation. Ainsi nommé, il reflète sa fréquence et la nature des besoins qu'il engendre, en l'occurrence, des besoins à court terme.

L'objet ici est donc de présenter plus amplement le cycle d'exploitation des entreprises, les besoins qu'il engendre et les crédits bancaires qui y répondent spécifiquement. A travers ce chapitre, nous revenons également sur les risques qu'encourt la banque en engageant des fonds et les moyens qu'elle met en jeu pour s'en garantir.

Nous distinguons ainsi deux sections :

- Section 1 : Le cycle d'exploitation d'une entreprise et son financement ;
- Section 2 : Les risques et les garanties.

Section 1 : Le cycle d'exploitation d'une entreprise et son financement

1 Le cycle d'exploitation

Le cycle d'exploitation fait partie intégrante de toute entreprise, qu'elle soit industrielle ou commerciale. Les différentes phases de ce cycle génèrent un besoin de financement que le gestionnaire doit maîtriser. Il importe donc pour nous de savoir recenser et évaluer les éléments à l'origine de ce besoin.

1.1 Définition du cycle d'exploitation

On désigne par cycle d'exploitation l'ensemble des opérations successives qui vont de l'acquisition des éléments de départ (matières premières, marchandises, etc.) jusqu'à l'encaissement des recettes des produits ou services vendus.¹⁷

1.2 Les phases du cycle d'exploitation

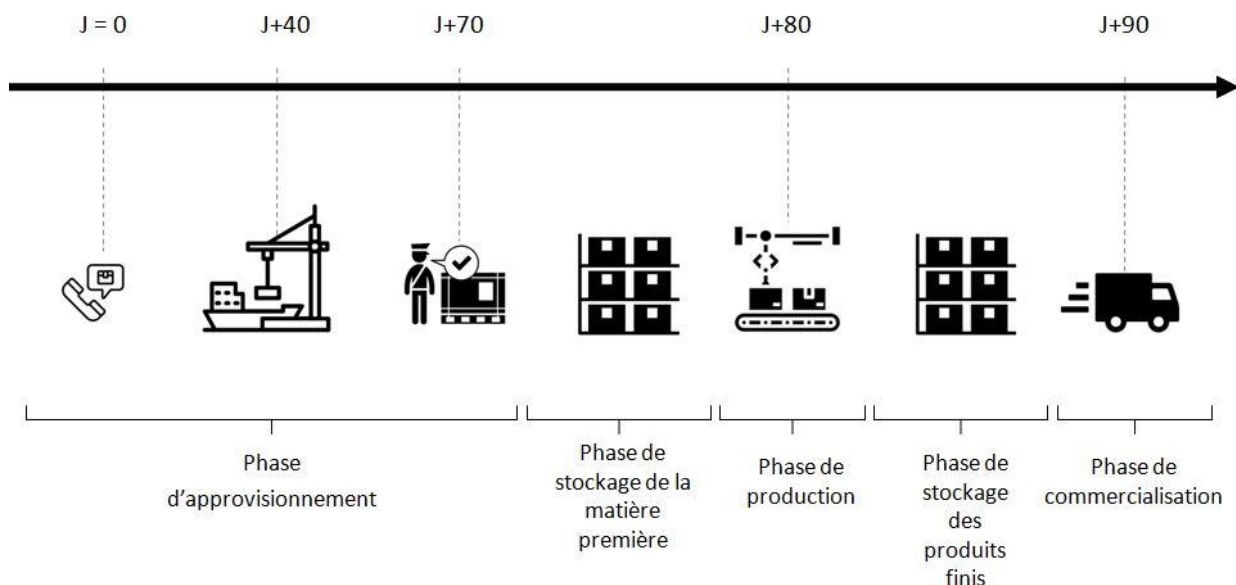
Pour les entreprises industrielles, le cycle d'exploitation se déroule en cinq phases, tandis que pour les entreprises commerciales, il se déroule en trois phases seulement.

¹⁷ BARREAU, Jean et DELAHAYE, Jacqueline. Le financement du cycle d'exploitation. In *Gestion financière* 4^e Edition. Paris : Dunod, 1995, p 387.

1.2.1 Le cycle d'exploitation des entreprises industrielles

- **La phase d'approvisionnement** : correspond à l'acquisition de biens ou de services constituant des préalables nécessaires à la production (matières premières, fournitures, énergie) ;
- **La phase de stockage des matières premières** : cette phase intervient en général lorsque l'entreprise souhaite se prémunir d'une éventuelle rupture de stock et constitue un stock de sécurité (ou stock outil) ;
- **La phase de production** : c'est l'exploitation des ressources matérielles, humaines et financières dans la transformation des matières premières ou des produits semi-finis en produits finis ;
- **La phase de stockage des produits finis** : intervient à la fin du processus de production et avant que la production soit commercialisée ;
- **La phase de commercialisation** : correspond à la vente des produits finis. L'accord d'échange se traduit par une double transaction physique et monétaire.

Figure 1. Le cycle d'exploitation des entreprises industrielles



Source : Etablie par nos soins. ¹⁸

¹⁸ Attribution des icônes : order, port, customs pass, storage, manufacturing, et shipping par Komkrit Noenpoempisut, H Alberto Gongora, Martin Markstein, Nithinan Tatah, Manthana Chaiwong, Adrien Coquet de Noun Project.

Ce cycle d'exploitation est à l'image de celui de la plupart des entreprises industrielles algériennes. La phase d'approvisionnement est très longue du fait que les matières premières importées prennent beaucoup de temps à être acheminées puis dédouanées.

1.2.2 Le cycle d'exploitation des entreprises commerciales

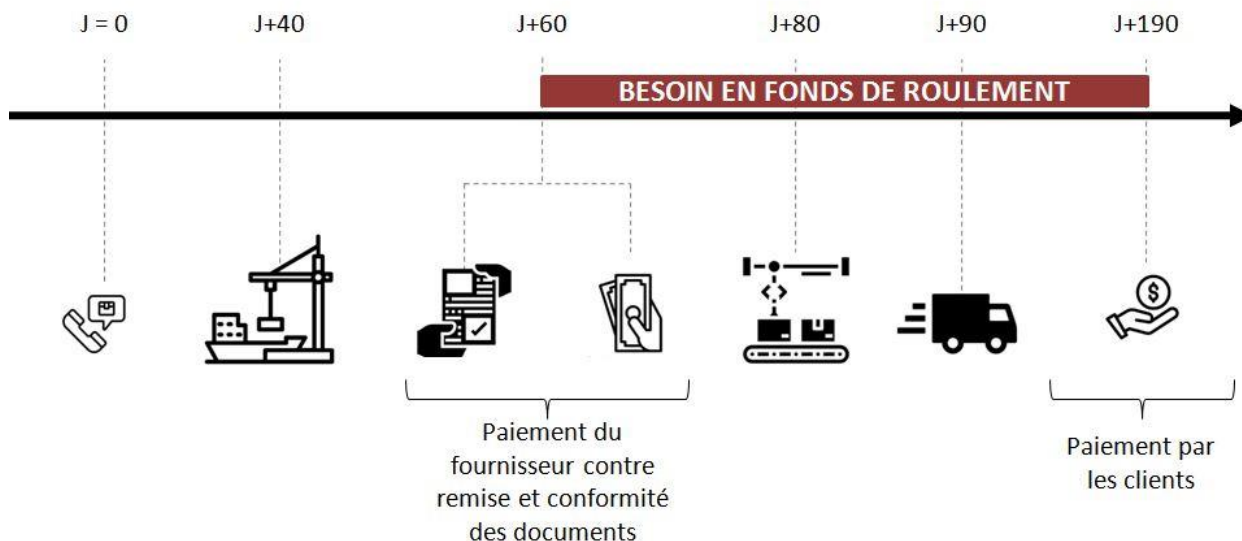
- **La phase d'approvisionnement** : correspond à l'achat de marchandises, celles-ci ne nécessitent aucune transformation ;
- **La phase de stockage** : lors de laquelle les marchandises sont entreposées en attendant la revente ;
- **La phase de commercialisation** : c'est la revente en l'état des marchandises achetées.

1.3 Les besoins liés au cycle d'exploitation

Le déroulement du cycle d'exploitation induit souvent un décalage entre les recettes non encore encaissées et les dépenses engagées, ce décalage de trésorerie est ce que l'on appelle *besoin en fonds de roulement* (BFR).

Certaines entreprises n'ont cependant pas de besoin en fonds de roulement. On parle dans ce cas d'un besoin en fonds de roulement négatif ou d'une *ressource en fonds de roulement* (RFR). La grande distribution en est un exemple car, dans ce secteur, les clients paient avant que le distributeur ait payé ses propres fournisseurs.¹⁹

¹⁹ EGLEM, Jean-Yves *et al.* Le besoin de financement de l'activité. In *Analyse comptable et financière*. Paris : Dunod, 2000, p 92.

Figure 2. Le besoin en fonds de roulement

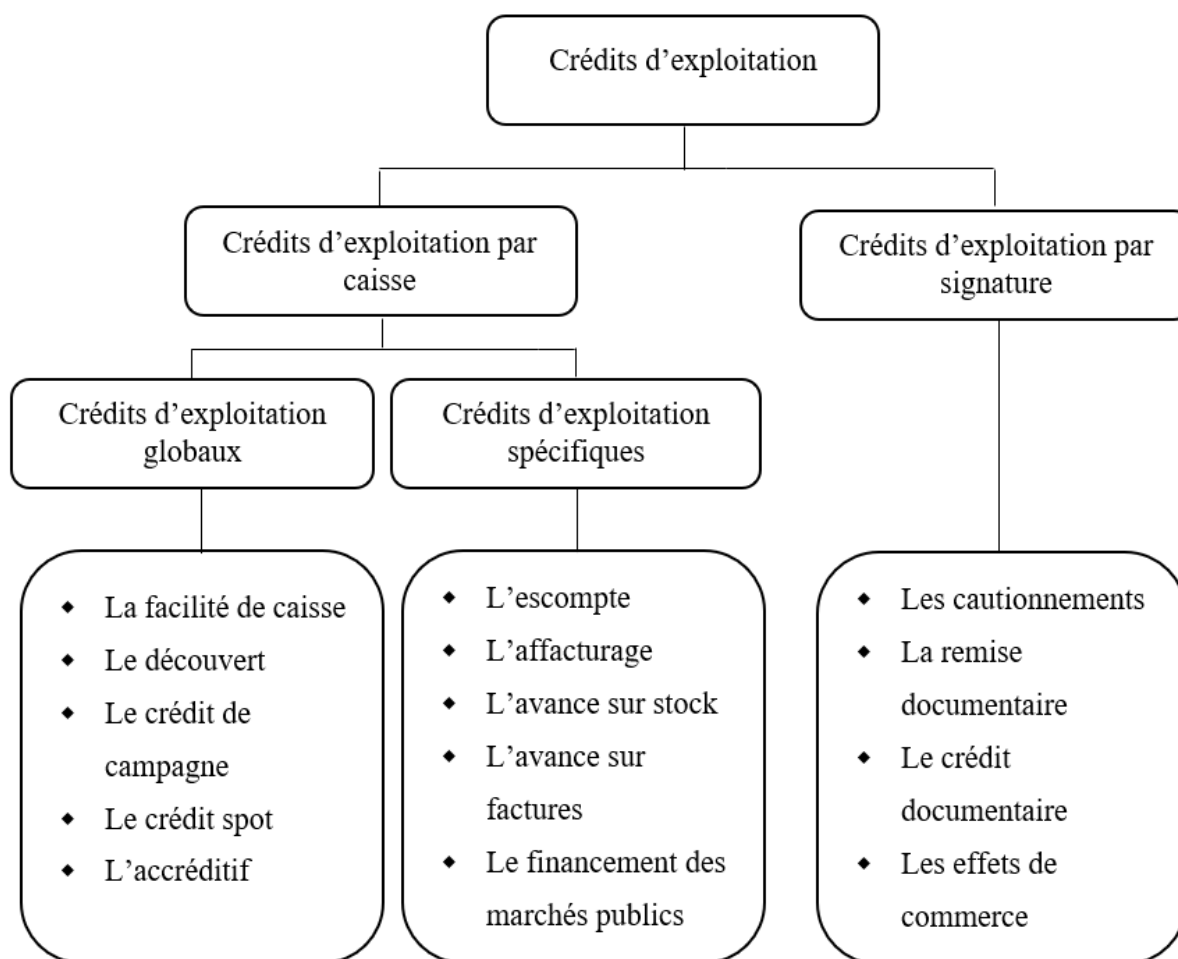
Source : Etablie par nos soins. ²⁰

Par ailleurs, le besoin en fonds de roulement est l'un des indicateurs de l'équilibre financier, il sera donc développé dans la section 2 du chapitre III.

2 Financement du cycle d'exploitation

Plusieurs produits bancaires sont proposés par les banques aux entreprises lorsque celles-ci souhaitent emprunter afin de financer leurs cycles d'exploitation, ces crédits sont à court terme et revêtissent deux formes : les crédits par caisse et les crédits par signature.

²⁰ Attribution des icônes : order, port, bill lading, pay, manufacturing, shipping and pay par Komkrit Noenpoempisut, H Alberto Gongora, Eucalyp, iconxar, Manthana Chaiwong, Adrien Coquet et Vectorstall de Noun Project.

Figure 3. Les crédits d'exploitation

Source : Etablie par nos soins.

2.1 Les crédits d'exploitation par caisse

Ce sont des crédits directs, mis à la disposition des entreprises clientes d'une banque et qui ont pour vocation première de renforcer leur trésorerie. Lorsque l'objet de ces crédits n'est pas précisé par l'entreprise, on parle de crédits d'exploitation « globaux ». A contrario, lorsque leur objet est clairement spécifié, et qu'il porte sur des postes précis de l'actif circulant, les crédits d'exploitation sont dits « spécifiques ».

2.1.1 Les crédits d'exploitation globaux

Ils sont généralement appelés crédits à blanc car d'une part, ils sont accessibles par le débit d'un compte, et d'autre part, ils ne sont assortis d'aucune garantie sauf la promesse de remboursement du débiteur.

On distingue parmi ces crédits :

2.1.1.1 La facilité de caisse

La facilité de caisse couvre les décalages ponctuels et limités dans le temps des sorties et des entrées de fonds relevant du cycle d'exploitation.

Elle se matérialise par un contrat d'autorisation de découvert précisant les conditions d'utilisations : durée, montant et frais associés.

Son coût est proportionnel à la somme utilisée (qui dépasse rarement un mois de chiffre d'affaires) et à la durée du découvert. A noter que le compte doit impérativement redevenir créditeur au cours du mois.

2.1.1.2 Le découvert

Accordé pour une période plus longue (de quelques semaines à quelques mois), le découvert peut être autorisé dans le cas où l'entreprise est en attente d'une rentrée de fonds et qu'elle souhaite disposer à l'avance des fonds attendus (par exemple lors du règlement d'un important marché).

Le découvert résulte d'une convention, qui ne fait pas toujours l'objet d'un écrit, entre la banque et l'entreprise.²¹ Son coût (les agios) est proportionnel à la somme utilisée et à la durée du découvert. Les décomptes sont trimestriels.

2.1.1.3 Le crédit de campagne

Le crédit de campagne permet de remédier à un besoin ponctuel lié à l'activité saisonnière de certaines entreprises. En effet les résultats et les revenus de ces dernières sont soumis à des contraintes de variations inhérentes à la période de l'année à laquelle elles exercent leurs activités.

2.1.1.4 Le crédit spot

Cette appellation est donnée à un découvert sous forme d'avance d'une durée de quelques heures à quelques jours, formalisé le plus souvent par des billets financiers²².

Le principal avantage de ce type de financement réside dans la suppression des commissions applicables au découvert, le taux proposé étant le seul coût pour l'entreprise.²³

²¹ BERNET-ROLLANDE, Luc. Le financement de l'activité In *Principes de techniques bancaire* 24^{ème} Edition. Paris : Dunod, 2006, p 273.

²² Ce sont des billets à ordre spécialement créés et émis dans le cadre d'une opération bancaire.

²³ BERNET-ROLLANDE, Luc. *Op.cit.* p 274.

2.1.1.5 L'accréditif

L'accréditif est la possibilité pour une entreprise de disposer de fonds dans une autre agence de sa banque ou chez un de ses correspondants. Il est surtout utilisé par les entreprises qui travaillent sur une place éloignée de leur siège social.

Il peut être simple ou permanent.

- **Accréditif simple** : L'agence chez qui l'accréditif est ouvert met à la disposition du bénéficiaire une somme fixée d'avance que celui-ci pourra prélever en une ou plusieurs fois avant une date limite.
- **Accréditif permanent** : Il est journalier, hebdomadaire ou mensuel et permet le prélèvement d'une somme déterminée pour chacune des périodes. Ces accréditifs ne sont généralement pas cumulatifs : toute somme non prélevée pendant une période n'est pas reportable sur la période suivante.²⁴

2.1.2 Les crédits d'exploitation spécifiques

Ce sont des crédits destinés à financer un poste bien déterminé de l'actif circulant d'une entreprise, ce qui constitue en soi une garantie de remboursement.

Ces crédits peuvent revêtir les formes suivantes :

2.1.2.1 L'escompte

L'escompte permet d'anticiper une recette par une avance immédiate réalisée par un établissement bancaire. Il consiste en un rachat par la banque des effets de commerce dont l'entreprise est propriétaire avant leur échéance.²⁵

2.1.2.2 L'affacturage (factoring)

Selon l'article 543 bis 14 du code de commerce : « *Le contrat d'affacturage ou factoring est un acte aux termes duquel une société spécialisée, appelée factor devient subrogée aux droits de son client, appelé adhérent, en payant ferme à ce dernier le montant intégral d'une facture à échéance fixe résultant d'un contrat et en prenant à sa charge, moyennant rémunération, les risques de non-remboursement* ».²⁶

²⁴ Cnrtl.fr. Consulté le 31/08/2020.

²⁵ FORGET, Jack. Recourir aux moyens de financement à court terme. In *Gestion de trésorerie* Edition d'Organisation. Paris, 2005, p 117.

²⁶ Article 543 bis 14 du code de commerce Algérien.

En faisant appel à l'affacturage, l'entreprise cède à la société spécialisée (le factor) les créances qu'elle possède sur ses clients, ainsi, le factor règle immédiatement la somme qui correspond moyennant des frais et une éventuelle retenue de garantie et se charge de se faire payer à l'échéance directement par le client de l'entreprise.

Bien que ce mode de financement soit défini dans le code de commerce, il demeure inexistant en Algérie en raison du manque de sociétés spécialisées.

2.1.2.3 L'avance sur stocks

L'avance sur stocks est une facilité de crédit accordée moyennant une garantie : le gage du stock au profit de la banque.

Cette forme de crédit s'adresse plus particulièrement aux entreprises dont l'activité est génératrice de stocks importants (matières premières ou autres) et qui subit un manque de trésorerie.

L'avantage de ce crédit est qu'il est à la fois plus facile à obtenir et moins cher qu'un découvert. Cependant, il est rarement utilisé suite aux difficultés que rencontre la banque à estimer la valeur des stocks.

2.1.2.4 L'avance sur factures

Afin de permettre le financement du poste client, même en l'absence d'effets de commerces, les banques utilisent la procédure dite avance sur factures.

Elle consiste pour une entreprise à obtenir auprès de sa banque une somme d'argent correspondant, à concurrence d'un pourcentage convenu, à une facture émise mais n'ayant pas encore été réglée. En contrepartie, l'entreprise donne les créances en gage à sa banque.

La lourdeur administrative des ASF réduit considérablement le recours à son utilisation et entraîne sa substitution par l'affacturage (dans les pays où il est en vigueur).

2.1.2.5 Le financement des marchés publics

Le marché public est un contrat passé entre les administrations publiques et les entreprises en vue d'exécuter des travaux, de procéder à des fournitures de biens ou encore pour des prestations de services.

Le besoin de financement dans ce type de contrat est né du fait que les administrations publiques accusent beaucoup de retard dans le règlement des entreprises, celles-ci, dont la

trésorerie se détériore, se retrouvent contraintes à se diriger vers leurs banques pour trouver les financements nécessaires. Ces dernières apportent leur concours en contrepartie d'une garantie matérialisée par le nantissement du marché, c'est-à-dire, des créances que détient l'entreprise sur l'administration publique.

2.2 Les crédits d'exploitation par signature

Afin de sécuriser et de favoriser l'activité des entreprises clientes, la banque peut émettre des engagements, appelés crédits par signature, en plus des crédits de trésorerie qu'elle octroie généralement.

En effet, ce type de crédit favorise l'activité des entreprises car la banque s'engage auprès de tiers, créanciers des clients et en cas de défaillance de ces derniers, à satisfaire aux obligations contractées.

Bien que ce type de crédit n'engage a priori aucune charge de trésorerie, il peut parfois entraîner des décaissements importants, incitant la banque à être minutieuse dans son étude.

Les crédits par signature sont généralement classés sous deux formes : locaux et internationaux, nous abordons donc respectivement le cautionnement des marchés publics et le financement des importations, du fait de leur forte utilisation en Algérie. De plus, nous présentons ce que l'on nomme les crédits par acceptation qui sont en réalité des effets de commerce.

2.2.1 Le cautionnement des marchés publics

2.2.1.1 Caution de soumission

L'article 67 du Décret présidentiel n°15-247 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public indique que « *Les offres [répondant à l'appel d'offres] doivent comporter une offre technique* » et l'alinéa 2 du même article précise que « *L'offre technique contient une caution de soumission* ». ²⁷

Une entreprise qui souhaite soumissionner à un appel d'offre émis par l'Etat dans le cadre d'un marché public, doit impérativement apporter une caution de soumission. Cette caution est un gage de sérieux de la proposition faite car elle garantit qu'elle sera menée à bonne fin.

²⁷ L'article 67 du Décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public JORA n°50, p 16.

2.2.1.2 Caution de restitution d'avances forfaitaires

Elle garantit à l'Etat ou la collectivité locale la restitution des avances (ou acomptes) versés avant la livraison ou l'exécution totale des prestations au cas où le prestataire, c'est-à-dire l'entreprise à qui le marché est attribué, ne remplirait pas certaines de ses obligations.

L'article 108 du décret précité stipule que « *Le règlement financier du marché s'opère par versement d'avances et/ou d'acomptes et par des règlements pour solde.* »²⁸

Par ailleurs, l'article 110 du même décret indique que « *Les avances ne peuvent être versées que [...] si le cocontractant a préalablement présenté une caution de restitution d'avances [...] émise par une banque de droit algérien [...] pour les soumissionnaires nationaux. La caution des soumissionnaires étrangers est émise par une banque de droit algérien, couverte par une contre garantie émise par une banque étrangère de premier ordre.* »²⁹

Une banque algérienne devra donc cautionner l'entreprise à qui le marché est attribué. Si l'entreprise est locale, cette caution suffit ; cependant, elle devra être soutenue par la garantie d'une banque étrangère bien classée si l'entreprise est étrangère. Nous abordons de manière plus détaillée ce type de garanties dans la 2^{ème} section.

2.2.1.3 Caution de bonne exécution du marché

D'après l'article 130 du décret cité plus haut, « *Outre la caution de restitution d'avance, le partenaire cocontractant est tenu de fournir [...] une caution de bonne exécution du marché.* »³⁰

La caution de bonne exécution (ou de bonne fin) permet d'assurer au bénéficiaire (l'administration publique) le remboursement de ses fonds dans le cas où l'entreprise qui détient le marché ne respecte pas les clauses du contrat en termes de quantité ou de qualité.

²⁸ Article 108 du Décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public JORA n°50 p 25.

²⁹ Article 110 du Décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public JORA n°50, p 25.

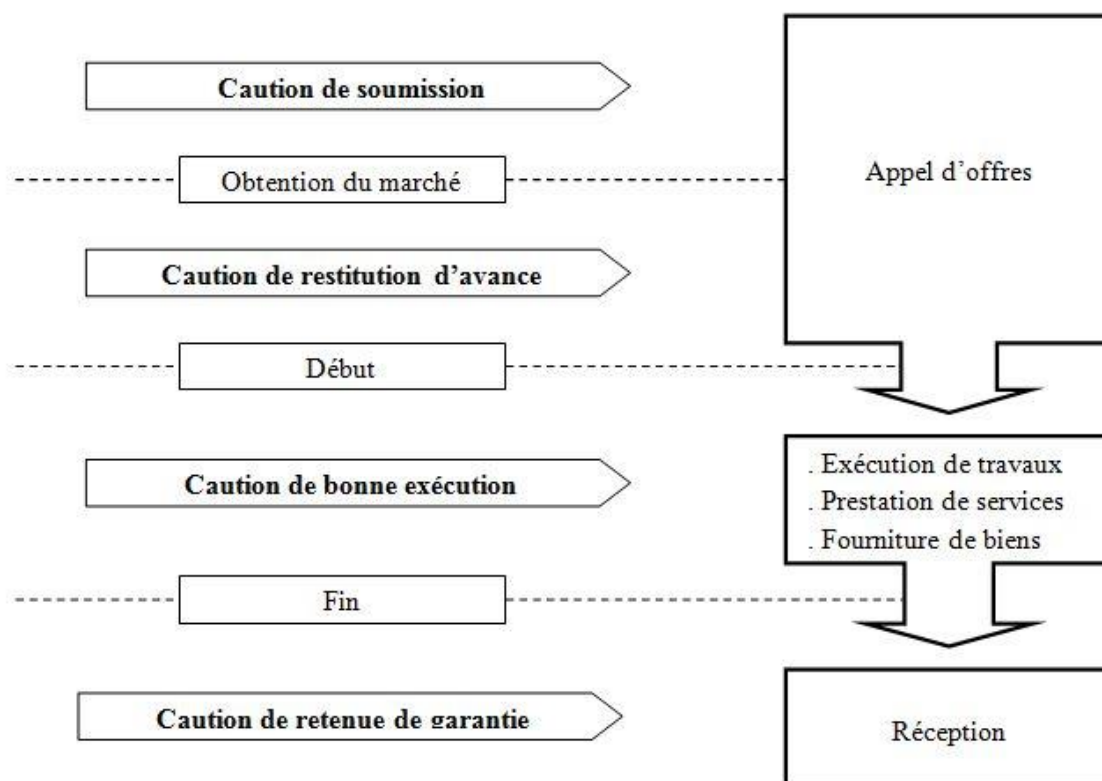
³⁰ Article 130 du Décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public JORA n°50, p 28.

2.2.1.4 Caution de retenue de garantie

L'article 131 du même décret indique que « *Lorsqu'un délai est prévu dans le marché, la caution de bonne exécution est transformée, à la réception provisoire, en caution de garantie.* »³¹

La caution de retenue de garantie permet à l'entreprise qui détient le marché d'être payée immédiatement et intégralement à l'exécution car le bénéficiaire (l'administration publique) pourra être indemnisé en cas de malfaçons, non pas en opérant une retenue de fonds mais plutôt grâce à la caution.

Figure 4. Le cautionnement des marchés publics



Source : Etablie par nos soins.

Nous retenons le fait que la caution de retenue de garantie ne soit qu'une continuité de la caution de bonne exécution tel que stipulé dans l'article de loi précité.

La garantie prend fin dans l'une des conditions suivantes :

³¹ Article 131 du Décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public JORA n° 50, p 28.

- La mainlevée, qui traduit le respect des engagements contractuels ;
- La mise en jeu qui, au contraire, traduit le non-respect des engagements contractuels et engendre le règlement du montant de la garantie par la banque.

2.2.2 Le financement des importations

2.2.2.1 La remise documentaire (IDC) ³²

C'est l'opération par laquelle un importateur confie à sa banque la collecte des documents commerciaux envoyés par la banque du fournisseur, contre paiement (à vue) ou acceptation d'une lettre de change (à différé).

2.2.2.2 La lettre de crédit ou crédit documentaire (L/C) ³³

C'est l'engagement pris par la banque d'un importateur de garantir à l'exportateur le paiement contre conformité des documents attestant de l'expédition des marchandises.

Ce qui distingue la L/C de la remise documentaire est que dans le cas de cette dernière, la banque n'est qu'un intermédiaire entre les deux parties, elle ne s'engage pas dans la transaction.

2.2.2.3 Les crédits d'enlèvement

Ils permettent à l'importateur de retirer ses marchandises sans attendre la liquidation (le paiement) des droits de douane.

A cet effet, l'article 109 bis de la loi n° 17-04 portant code des douanes indique que « *L'administration des douanes peut autoriser l'enlèvement des marchandises [...] moyennant la souscription annuelle cautionnée de crédit d'enlèvement* ». ³⁴

2.2.2.4 Les cautions en douane

Une entreprise étrangère bénéficiant d'une exonération des droits de douane peut solliciter ce type de crédit auprès de sa banque. Celle-ci garantit au service des douanes le paiement de ces droits si l'entreprise ne respecte pas la condition de rapatriement ou de réexportation (à l'importation temporaire de matériels de chantier par exemple).

³² Indication faisant référence à l'IDC cité dans le rapport de crédit de Bank ABC.

³³ Indication faisant référence à la L/C citée dans le rapport de crédit de Bank ABC.

³⁴ Article 109 bis de la loi n° 17-04 du 16 février 2017 portant code des douanes JORA n° 11, p 19.

Bien que tous les crédits cités plus haut entrent dans le financement des importations, il est important de noter que seule la L/C est considérée comme un crédit international du fait qu'elle engage la banque envers des banques étrangères, contrairement au reste des crédits.

2.2.3 Les crédits par acceptation ou aval

Afin de faciliter à son client la livraison de marchandises ou l'octroi de crédit par un confrère, la banque peut accepter (ou avaliser) un effet de commerce tiré sur son client en s'engageant de ce fait à payer à l'échéance.

2.2.3.1 Définition de l'effet de commerce

L'effet de commerce est un écrit constatant la créance d'une personne envers une autre et servant à son paiement. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Il représente une créance d'argent d'un montant déterminé et exigible à court terme ;
- Il ne peut être payé qu'à celui qui détient matériellement le document ;
- Il est négociable dans la mesure où il peut se transmettre par endossement, rendant sa circulation rapide et facile.³⁵

2.2.3.2 Les types d'effets de commerce

On compte trois types d'effets de commerce : la lettre de change, le billet à ordre et le warrant.

- **La lettre de change (LC)**

Aussi appelée traite, c'est un écrit par lequel une personne (le tireur) invite son débiteur (le tiré) à payer à l'échéance la somme qui lui est due au profit du bénéficiaire ou porteur (le tireur lui-même ou une tierce personne).

Les caractéristiques de la lettre de change sont :

- **L'échéance** : Si l'échéance n'est pas précisée, la LC est supposée être à vue, c'est-à-dire que la dette est exigible à la présentation de la lettre au paiement.
- **Le lieu de paiement** : L'effet est payable au domicile du tiré, mais le plus souvent, celui-ci chargera sa banque de le régler par le débit de son compte. L'effet est alors domicilié.

³⁵ BERNET-ROLLANDE, Luc. Les effets de commerce. In *Principes de technique bancaire* 24^e édition. Paris : Dunod, 2006, p 233.

- **L'acceptation** : On dit qu'il y a acceptation lorsque le tiré signe une traite afin de reconnaître l'existence de la créance, s'engageant ainsi à régler l'effet à l'échéance.
- **L'aval** : On dit que l'avaliste est solidaire du tiré ; sa signature sur l'effet (l'aval) l'engage à payer la LC si le tiré refuse de payer ou ne peut pas le faire.
- **La provision** : On appelle provision d'une lettre de change le montant de la dette.
- **L'endossement** : Endosser une traite, c'est signer au dos pour la transmettre.³⁶

A noter que la lettre de change est régie par les articles 390 à 464 du code de commerce.

- **Le billet à ordre (BAO)**

C'est un écrit par lequel une personne appelée souscripteur (le débiteur) reconnaît sa dette et s'engage à payer à une autre personne appelée bénéficiaire (le créancier) une certaine somme à une échéance déterminée.

La différence entre la LC et le BAO tient au fait que :

- La LC est émise par le fournisseur alors que le BAO est émis par le client ;
- Avec la LC le client ne fait qu'accepter l'invitation du fournisseur alors qu'avec le BAO il s'engage à payer sa dette à l'échéance.

Toutefois, toutes les dispositions relatives à la LC sont applicables au BAO. A noter que le billet à ordre est régi par les articles 465 à 471 du code de commerce.

- **Le warrant**

L'article 543 bis 2 du code de commerce définit le warrant comme étant « *Un titre qui permet au déposant d'emprunter sur la valeur des marchandises entreposées dans le magasin général³⁷ [...]. Le possesseur du titre peut à tout moment, détacher le warrant et le transférer à l'ordre d'un porteur. La marchandise déposée constitue alors le gage de remboursement, à l'échéance, de la somme empruntée. Le warrant est un titre endossable dans les mêmes conditions que les autres effets de commerce.* »³⁸

³⁶ BERNET-ROLLANDE, Luc. *Op.cit.* p 235, 238.

³⁷ Entrepôts soumis au contrôle de l'Etat.

³⁸ Article 543 bis 2 du code de commerce.

Le warrant est donc un billet à ordre par lequel une personne s'engage à payer une somme à une certaine échéance. Il se distingue néanmoins par le fait qu'il constate le nantissement des marchandises déposées en magasin général au profit du créancier.

A noter que le warrant est régi par les articles 543 bis à 543 bis 7 du code de commerce.

Section 2 : Les risques et les garanties

1 Les risques

A partir du moment où elle accorde un crédit à son client, la banque s'expose à un risque c'est-à-dire à l'éventualité de ne pas être remboursée. Cette éventualité peut être la conséquence d'une défaillance de son client ou du marché sur lequel il opère.

1.1 Les types de risques

Les principaux risques sont : le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. Bien qu'ils puissent être compris différemment selon le contexte, nous les définissons ici sous l'optique d'une étude d'un dossier de crédit.

1.1.1 Le risque de crédit (ou risque de contrepartie)

C'est le risque auquel s'expose une banque dans le cas où son client se révèle incapable de respecter ses engagements. Ce risque est lié à l'existence-même de l'entreprise cliente (ses dirigeants, sa structure managériale, sa forme juridique, etc.), si l'un de ces facteurs se révèle défaillant il peut y avoir risque de contrepartie pour la banque.

1.1.2 Le risque de marché

Ce risque est lié à la position qu'occupe l'entreprise sur le marché (parts de marché) ainsi qu'au produit qu'elle propose par rapport à celui de ses concurrents (qualité, prix, obsolescence, etc.).

De plus, ce risque peut émaner des crises auxquelles peut faire face un marché (crise politique, économique, sécuritaire, etc.) à l'image de la crise liée au covid-19 qui, de par sa nature sanitaire, engendre un risque de marché.

1.1.3 Le risque de liquidité

C'est le risque qu'une entreprise ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations à très court terme en raison de son manque de liquidités, et ce, même si sa situation financière est saine.

1.1.4 Le risque opérationnel

Le risque opérationnel est celui qui résulte de la défaillance d'un agent (erreur, fraude), d'une procédure inadéquate, d'une défaillance du contrôle interne ou d'un événement extérieur lié à l'exploitation de l'entreprise (sinistre, panne, etc.).

2 Les sûretés (les garanties)

Afin de se prémunir au mieux contre le risque d'insolvabilité de ses débiteurs, la banque demande des garanties de ses clients souhaitant obtenir un crédit.

Une sûreté est une garantie attachée à une créance et qui donne au créancier une plus grande sécurité de paiement. La créance qui n'est assortie d'aucune sûreté est une créance chirographaire.³⁹

2.1 Effets juridiques des sûretés

Les sûretés impliquent certains effets juridiques :

- Elles permettent de faire échec au principe de l'égalité des créanciers ;
- Elles permettent au créancier nanti ou hypothécaire d'être payé par préférence aux autres créanciers et de saisir le bien sur lequel la garantie est inscrite.

Le créancier titulaire d'une sûreté a de ce fait plus de chances de se faire rembourser. A cet effet, l'article 121 de l'ordonnance n° 03-12 relative à la monnaie et au crédit stipule que les banques titulaires d'une garantie « *Bénéficient d'un privilège sur tous biens, créances et avoirs en compte. Ce privilège prend compte immédiatement après ceux des salariés, du Trésor et des caisses d'assurance sociale* ». ⁴⁰

- **Pari passu**

Certaines banques incluent dans leurs contrats de financement la clause pari passu (d'un « pas égal » en latin) par laquelle l'emprunteur s'engage à faire bénéficier la banque des mêmes

³⁹ BENHALIMA, Ammour. Lexique de banque. Alger : Dahlab, 2000, p 63.

⁴⁰ Art. 121 de l'ordonnance n° 03-12 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit. JORA n° 52, p 16.

garanties et des mêmes avantages qu'il pourrait être amené à accorder à d'autres prêteurs dans l'avenir.

2.2 Les types de garanties

Les garanties se subdivisent en deux catégories : les garanties réelles et les garanties personnelles.

2.2.1 Les garanties personnelles

Une garantie personnelle est un engagement donné par le débiteur lui-même ou par un tiers de payer en cas de défaut de paiement. Elle est dite personnelle car elle engage la personne sur son patrimoine personnel.

On compte parmi les garanties personnelles : le cautionnement, les garanties autonomes et la lettre d'intention.

2.2.1.1 Le cautionnement

- **Définition du cautionnement**

Le code civil définit le cautionnement comme étant : « *Un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant envers le créancier, à satisfaire à cette obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même* ». ⁴¹

- **Types de cautionnement**

Le cautionnement revêt deux formes :

- Il peut être personnel, lorsque la caution s'engage à satisfaire l'obligation de remboursement du crédit en lieu et place du débiteur si celui-ci ne le fait pas.
- Il peut être réel (ou hypothécaire), lorsque la caution veut limiter son engagement en affectant un bien mobilier ou immobilier en garantie du remboursement du crédit consenti au débiteur. ⁴²

A noter que le terme « caution » désigne à la fois une somme d'argent et la personne qui s'est portée garante pour le paiement en cas d'insolvabilité du débiteur principal.

⁴¹ Article 644 du code civil.

⁴² KHELFA, Dalila. Consulté le 09/04/2020.

Outre le cautionnement personnel et le cautionnement réel, on distingue également le cautionnement simple du cautionnement solidaire.

- **Le cautionnement simple** est l'engagement personnel donné par une ou plusieurs personnes à un créancier ayant pour particularité, d'une part, la possibilité pour la caution d'exiger du créancier qu'il poursuive d'abord le débiteur principal sur tous ses biens (bénéfice de discussion) ; d'autre part, la caution peut demander du créancier qu'il ne lui réclame que la fraction de la dette proportionnelle au nombre de cautions (bénéfice de division).⁴³
- **Le cautionnement solidaire** est l'engagement personnel donné par une ou plusieurs personnes selon lequel, en cas de défaillance de la personne garantie, la caution solidaire peut être poursuivie pour la somme totale de la créance avant le débiteur principal. Avec le cautionnement solidaire, la caution ne jouit pas du bénéfice de discussion⁴⁴.

La caution solidaire est tenue de payer la totalité de la dette et avant même que la banque ne poursuive son client insolvable contrairement à la caution simple. Le cautionnement solidaire est de ce fait plus avantageux pour la banque.

2.2.1.2 Les garanties autonomes

La garantie autonome est l'engagement, constaté par lettre de garantie, de payer une certaine somme afin de garantir une obligation. La principale forme de garantie autonome est la garantie à première demande.

La garantie autonome diffère de la caution du fait qu'elle soit donnée par des organisations (banques, entreprises) contrairement à la caution qui est donnée par des personnes.

- **La garantie à première demande**

« La garantie à première demande est un engagement par lequel le garant, à la requête irrévocable du donneur d'ordre, accepte de payer en qualité de débiteur principal, sur simple demande, une somme d'argent à un bénéficiaire désigné, dans les termes et conditions stipulés

⁴³ Mataf.net. Consulté le 12/04/2020.

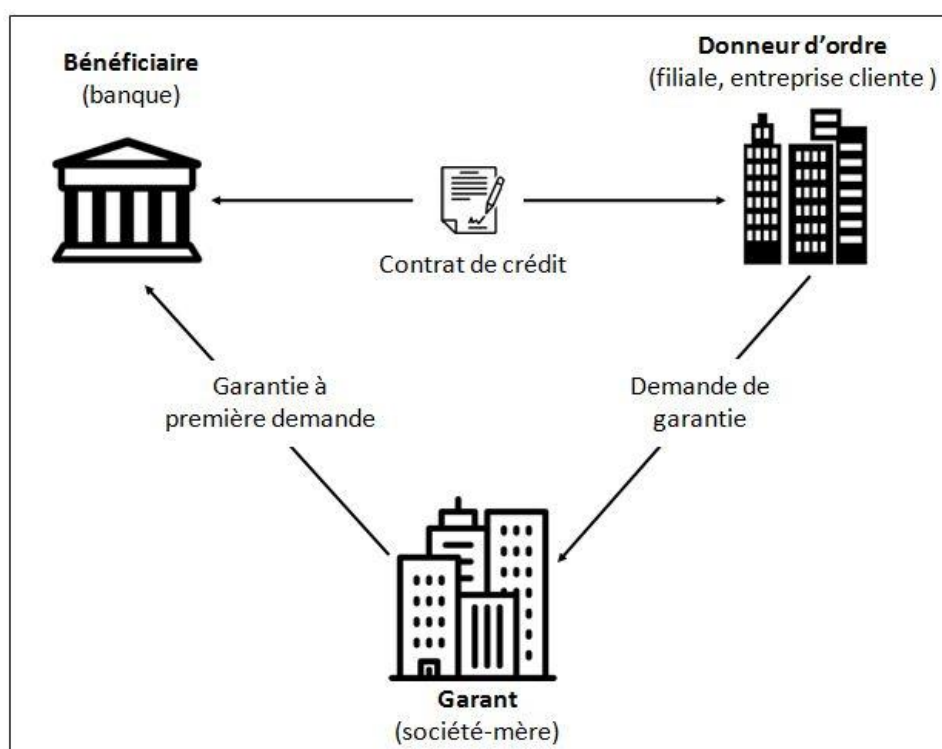
⁴⁴ Article 665 du code civil.

dans la garantie, en renonçant par avance à exercer tout contrôle externe sur les conditions de mise en jeu de son engagement ».⁴⁵

Dans la pratique, le garant doit payer la somme due à la banque sans retarder ni contester la demande du client qu'il garantit.

Dans le cadre des crédits accordés aux filiales de grands groupes industriels, il est fréquent que la banque prêteuse exige que la maison mère garantisse « à première demande » les engagements de la filiale emprunteuse.

Figure 5. La garantie à première demande

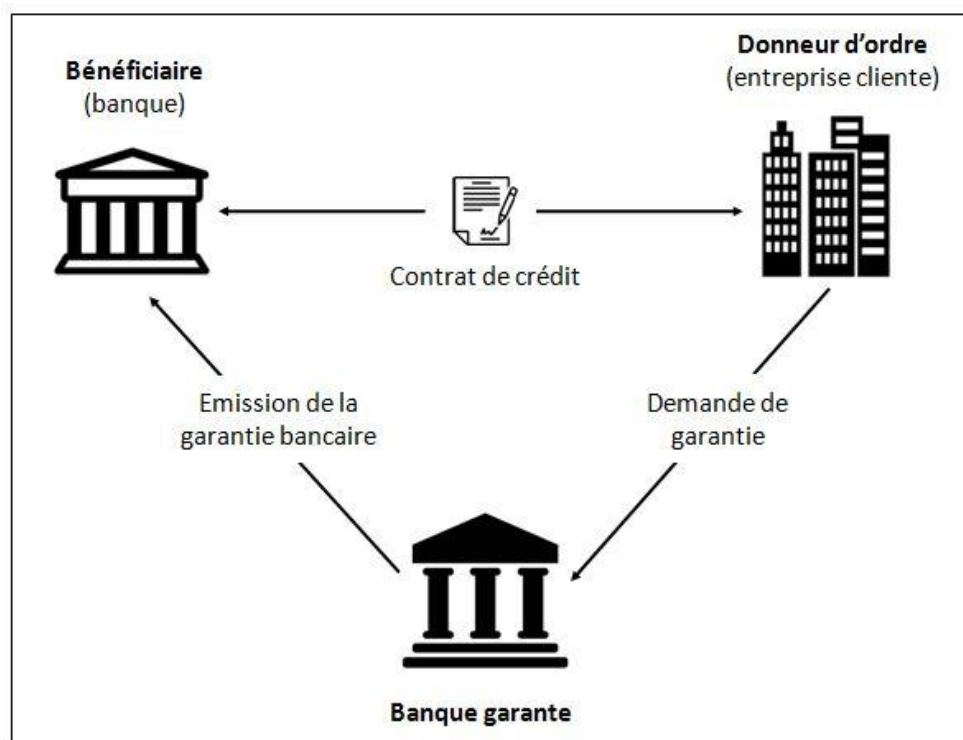


Source : Etablie par nos soins.

- **La garantie bancaire**

De plus, dans le cadre d'opérations internationales de crédit, lorsqu'une entreprise étrangère cherche à emprunter auprès d'une banque algérienne, cette dernière demande souvent à l'entreprise de lui fournir une garantie à première demande émanant d'une banque de son pays d'origine. C'est ce qu'on appelle la garantie bancaire.

⁴⁵ MATTOU, Jean Pierre. Droit bancaire international ; citée dans Boudiaf-avocats.com. Consulté le 13/04/2020.

Figure 6. La garantie bancaire

Source : Etablie par nos soins.

2.2.1.3 La lettre d'intention

La lettre d'intention est un moyen fréquemment utilisé dans les relations société-mère, filiale et établissement bancaire dans l'optique, pour une filiale, de continuer à obtenir du crédit.

Elle est similaire à la garantie bancaire à l'exception du fait qu'elle contraigne la société-mère à prendre un engagement moral, c'est-à-dire que celle-ci remboursera à la limite du possible la dette de sa filiale envers la banque.

2.2.2 Les garanties réelles

Une garantie réelle est un acte par lequel une personne transfère à son créancier un bien en garantie de sa créance. Le créancier pourra se faire payer en prenant possession de ce bien et en le vendant, en cas de défaillance de son débiteur. Une garantie réelle peut correspondre à un nantissement, un gage ou une hypothèque.

2.2.2.1 Le nantissement

L'article 948 du code civil définit le nantissement comme étant « *Un contrat par lequel une personne s'oblige, pour la garantie de sa dette ou de celle d'un tiers, à remettre au créancier [...] un objet sur lequel elle constitue au profit du créancier, un droit réel en vertu*

duquel celui-ci peut retenir l'objet jusqu'au paiement de sa créance et peut se faire payer sur le prix de cet objet [...] ».⁴⁶

Deux types de nantissements sont à distinguer :

- **Le nantissement du fonds de commerce :** c'est un gage consenti sur les éléments corporels et incorporels d'un fonds de commerce (l'enseigne, les licences, le mobilier, etc. à l'exclusion des marchandises), il est régi par les articles 118 à 122 du code de commerce.
- **Le nantissement de marché ou délégation de marché :** met en gage la créance résultant de l'exécution de travaux ou de fournitures et permet à la banque d'encaisser directement par l'administration les sommes dues à son client (entrepreneur ou fournisseur), il est régi par les articles 145 et 146 du code des marchés publics.

2.2.2.2 Le gage

C'est le contrat par lequel le client, afin de garantir l'exécution de ses dettes, remet un bien mobilier à la banque qui le conserve jusqu'au paiement de la dette. À défaut de paiement, elle a le droit de se faire payer par préférence aux autres créanciers après la vente du bien objet du gage. Deux types de gage sont à distinguer :

- **Le gage avec dépossession :** par lequel les marchandises gagées sont remises à des magasins généraux (entrepôts soumis au contrôle de l'Etat) pour le compte de la banque.
- **Le gage sans dépossession :** par lequel le client n'est pas dépossédé du bien affecté en garantie à la condition qu'une publicité permettant d'avertir les tiers de ce gage soit faite.

A noter que le gage est régi par le code civil et le code de commerce algérien.

2.2.2.3 L'hypothèque

L'article 882 du code civil stipule que « *le contrat d'hypothèque est le contrat par lequel le créancier acquiert sur un immeuble affecté au paiement de sa créance, un droit qui lui permet de se faire rembourser par préférence aux créanciers inférieurs en rang, sur le prix de cet immeuble en quelque main qu'il passe* ». ⁴⁷

⁴⁶ Article 948 du code civil.

⁴⁷ Article 882 du code civil.

Pour être juridiquement valable, une hypothèque doit être inscrite à la Conservation des Hypothèques.⁴⁸

En cas de défaillance du client, la banque est en droit de saisir le bien hypothèque, de le vendre et de se payer prioritairement.

Pour résumer, le nantissement, le gage et l'hypothèque sont dans le principe similaires : ce sont des garanties accordées à une banque pour prévenir le risque de non-paiement d'une dette par son client. Seul l'objet de la garantie permet de les différencier : le nantissement porte sur un bien incorporel, le gage sur un bien meuble corporel et l'hypothèque sur un bien immeuble.

Tout au long de ce chapitre, nous avons essayé d'éclairer les principales formes des crédits destinés au financement de l'exploitation. Bien que ceux-ci comprennent deux catégories, à savoir les crédits par caisse et ceux par signature, nous soulignons le fait qu'ils soient très nombreux, l'octroi d'un crédit d'exploitation implique donc souvent la mise en place de plusieurs lignes de crédit permettant à l'entreprise de tirer des fonds jusqu'à un plafond selon le besoin qu'elle souhaite financer.

Pour la banque, les notions de profit et de risque vont de pair, il est donc évident qu'elle exige de ses clients des sûretés qui sont d'autant plus conséquentes que les fonds engagés sont importants.

⁴⁸ BENHALIMA, Ammour. *Op. cit.* p 35, 36, 49.

Chapitre III

Outils d'analyse du cycle d'exploitation

La prise de risque d'un établissement de crédit commence dès l'entrée en relation avec les entreprises et la formulation de besoins de financement. L'attribution d'un prêt ou son rejet est ainsi soumis à une analyse financière approfondie qui s'efforcera d'expliquer et d'apprécier l'ensemble des spécificités de l'entreprise.

Bien que l'analyse ne se limite pas aux aspects financiers propres à l'entreprise, dans la mesure où elle prend également en compte les aspects économiques, nous nous intéressons dans ce chapitre à l'étude traditionnellement menée sur les documents comptables de l'entreprise.

Comment se présente cette analyse ? Sur quels documents est-elle basée ? Quels outils y sont utilisés ? Et quelle signification donner aux résultats ? Telles sont les questions auxquelles nous tentons de répondre à travers le chapitre qui suit.

Pour ce faire, nous abordons dans un premier temps les états financiers qui servent de base à l'étude puis, dans un second temps, les outils avec lesquels l'analyse est faite, d'abord ceux de l'approche globale, à savoir les indicateurs comptables ayant une signification financière, ensuite ceux de l'approche relative autrement dit, les ratios.

Section 1 : Généralités

L'analyse financière consiste à apprécier le plus objectivement possible la performance financière de l'entreprise. Elle s'effectue à partir des états financiers dont les comptes permettent d'analyser la rentabilité, la solvabilité et le patrimoine de l'entreprise.

Trois documents constituent les états financiers : le bilan, le compte de résultat et les tableaux annexes.⁴⁹

L'analyse financière comprend :

- Une étude de la rentabilité sous son aspect financier en s'aidant des soldes intermédiaires de gestion (SIG) et des ratios de rentabilité ;
- Une étude de la liquidité grâce aux ratios de liquidité ainsi qu'au suivi de l'évolution du fonds de roulement (FR) et du besoin en fonds de roulement (BFR) par rapport au chiffre d'affaires ;
- Une étude de la structure financière, menée en s'aidant des ratios de structure.⁵⁰

⁴⁹ OGIEN, Dov. L'analyse financière. In *Maxi fiches de gestion financière de l'entreprise* [pdf]. Paris : Dunod, 2008, p 2 Disponible sur

<https://www.academia.edu/6784702/Gestion_financiere_de_lentreprise_Maxi_fiches_Dunod_2008_192p>.

⁵⁰ *Ibid* p 5.

1 Les états financiers

Un état financier est un document comptable qui donne des informations sur la situation d'une entreprise. Il synthétise de façon claire et structurée les événements qui l'ont affectée durant un exercice ainsi que les transactions qu'elle a réalisées avec des tiers.⁵¹

Deux documents principaux sont à distinguer : le bilan et le compte de résultat. Il est indispensable de bien comprendre la structure et les mécanismes d'élaboration de ces derniers pour pouvoir en faire l'analyse.⁵² S'ajoutent à ceux-ci les documents annexes qui apportent le complément nécessaire à une lecture effective des comptes.

1.1 Le bilan

Le bilan comptable exprime à une date donnée la situation patrimoniale de l'entreprise. Il se présente sous forme d'un tableau équilibré divisé en deux parties :

- L'actif réel, qui recense les éléments du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entreprise (les investissements, les stocks, les créances et la trésorerie) ;
- Le passif réel, qui recense les éléments du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entreprise (les dettes auprès des banques ou des fournisseurs).

La différence entre l'actif réel et le passif réel est constituée des capitaux propres qui s'inscrivent au passif bien qu'ils ne s'agissent pas de dettes.

1.2 Le compte de résultat

Le compte de résultat fait apparaître la variation de richesses de l'entreprise pour une période donnée, généralement une année. Il récapitule les produits et les charges, sans tenir compte de leur date d'encaissement ou de décaissement.

Les produits et les charges de l'exercice se divisent en deux catégories :

- Ceux qui vont donner lieu à un mouvement de trésorerie : les produits encaissables et les charges décaissables ;
- Ceux qui permettent de fixer le résultat économique et comptable : les produits et les charges calculés.

⁵¹ CLERMONT, Thibaut. Consulté le 10/06/2020.

⁵² LEGROS, Georges. La construction de l'information comptable. In *Mini manuel de finance d'entreprise*. Paris, Dunod, 2010, p 5.

Le bénéfice ou la perte de l'exercice se calcule par différence entre l'ensemble des produits et des charges. Ce montant doit impérativement être identique à celui qui apparaît au passif du bilan.⁵³

1.3 Les documents annexes

Les documents annexes sont un ensemble d'états qui recensent les explications nécessaires à une meilleure compréhension des deux autres documents de synthèse.

Ils sont particulièrement importants pour l'analyse financière car ils permettent de réaliser des reclassements de comptes, d'opérer des retraitements de l'information et de révéler des risques potentiels auxquels l'entreprise est exposée et qui n'apparaissent pas clairement dans les comptes.⁵⁴

2 Les outils de l'analyse financière

Afin de mener à bien l'étude financière, nous devons disposer d'une matière comptable : bilan, TCR et annexes. Nous utiliserons également une série d'outils et de méthodes en suivant deux approches distinctes :

- **L'approche globale** : les grandes masses, où il s'agit de faire apparaître des indicateurs comptables ayant une signification financière. (FR, BFR et TR pour le bilan, SIG et CAF pour le compte de résultat).
- **L'approche relative** : les ratios. Un ratio est un rapport de deux grandeurs comptables cherchant à apprécier un point précis.

Section 2 : Approche globale

1 Le bilan financier

Si l'on souhaite mesurer les risques encourus par l'entreprise en considération des dettes et créances et de leurs échéances, il importe d'envisager le bilan sous un aspect financier.

⁵³ OGIEN, Dov. Le bilan et le compte de résultat In *Maxi fiches de gestion financière de l'entreprise*. Op.Cit. p 10, 14.

⁵⁴ BAZET, Jean-Luc, FAUCHER, Pascal. La démarche du diagnostic. In *DCG Finance d'entreprise* 6^e édition [pdf]. Paris : Nathan, 2009, p 88. Disponible sur https://www.academia.edu/20092453/Finance_dentreprise_2e_edition.

Le bilan financier doit ainsi permettre de renseigner les actionnaires et les tiers (notamment les prêteurs) quant à la solvabilité de l'entreprise et surtout quant à sa liquidité financière. Il est obtenu après analyse et retraitement de certains postes du bilan comptable. Cette présentation est également appelée « bilan-liquidité » et « bilan patrimonial ».

- **Solvabilité**

La solvabilité d'une entreprise est sa capacité à faire face à ses engagements financiers, de manière générale et notamment en cas de liquidation. La solvabilité dépend donc de la valeur réelle du patrimoine.

- **Liquidité financière**

Il importe pour l'entreprise de pouvoir faire face à ces échéances, c'est-à-dire de disposer de liquidités pour payer les dettes qui viennent à échéance. L'établissement du bilan financier doit par conséquent tenir compte de nouveaux critères de classification pour juger du degré de liquidité financière de l'entreprise :

- Les éléments de l'actif sont à classer par ordre de liquidité croissante, un actif est dit d'autant plus liquide qu'il est transformable en monnaie, c'est-à-dire rapidement et sans perte de valeur.⁵⁵
- Les éléments du passif sont à classer par ordre d'exigibilité croissante, l'exigibilité se déterminant par la proximité du terme auquel une dette doit être réglée.⁵⁶

- **Le passage du bilan comptable au bilan financier**

Pour établir un bilan patrimonial, il est nécessaire d'effectuer des reclassements de comptes et des retraitements pour cela, il faut disposer :

- D'un bilan comptable après répartition des bénéfices ;
- De l'état des échéances des créances et des dettes (annexes) ;
- D'informations sur les retraitements à effectuer à l'actif et au passif.

⁵⁵ CHARREAUX Gérard. Le diagnostic du risque. In *Finance d'entreprise* 2^e édition. Caen : EMS, 2000, p 68.

⁵⁶ EGLEM, Jean-Yves *et al.* Analyse du bilan. Approche financière. In *Analyse comptable et financière* 8^e édition. Paris : Dunod, 2000, p 67-69.

Le bilan financier répartit les comptes de l'actif en quatre catégories : les valeurs immobilisées (VI) qui sont à long terme, les valeurs d'exploitation (VE), les valeurs réalisables (VR) et les valeurs disponibles (VD) qui sont à court terme. Ces catégories sont énumérées selon leur ordre d'apparition sur le bilan financier c'est-à-dire par liquidité croissante.

Les comptes du passif sont quant à eux répartis en trois catégories : les capitaux propres, les dettes à long et moyen terme (DLMT) et les dettes à court terme (DCT). Ces catégories sont également énumérées par ordre d'exigibilité croissante.

1.1 Les équilibres découlant du bilan financier

À partir du bilan financier, il est possible de mesurer et d'interpréter le fonds de roulement (FR), le besoin en fonds de roulement (BFR) et la trésorerie (TR) d'une entreprise.⁵⁷

1.1.1 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'entreprise pour une durée assez longue ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer, dans un premier temps, les investissements en biens durables.

Le FR est un indicateur qui permet de vérifier un certain équilibre financier et notamment que les actifs immobilisés sont financés par des ressources de long terme. Cette notion est fondamentale : un investissement à long terme doit être financé par une ressource à long terme.

L'excédent de fonds de roulement pourra éventuellement servir à financer le besoin en fonds de roulement généré par le cycle d'exploitation de l'entreprise, tandis que le reliquat du fonds de roulement sur le BFR contribuera, s'il existe, à alimenter la TR de l'entreprise.

- **Calcul du fonds de roulement**

$$\text{FR} = \text{Capitaux permanents} - \text{Actif immobilisé}$$

Dans la pratique, on retrouve couramment la formule de calcul du fonds de roulement suivante :

$$\text{FR} = \text{Ressources stables} - \text{Emplois durables}$$

⁵⁷ LEGROS, Georges. Analyse du bilan. In *Mini manuel de finance d'entreprise*. Paris, Dunod, 2010, p 46, 47.

Avec :

- Ressources stables = capital social + réserves + résultat + comptes courants associés bloqués + dettes financières supérieures à un an + provisions pour risques et charges + amortissements
- Emplois durables = actif immobilisé

Les deux approches présentées s'appuient sur le haut du bilan comptable. Il est également possible de calculer un fonds de roulement en partant du bas du bilan :

$$\text{FR} = \text{Actif à court terme} - \text{Passif à court terme}$$

Avec :

- Actifs à court terme = actif circulant + disponibilités
- Passif à court terme = passif circulant + autres dettes à court terme

• **Interprétation du FR**

- **FR > 0** : Les ressources stables financent en intégralité les emplois durables. L'excédent va financer le BFR (partiellement ou en totalité) et le solde va contribuer à former la trésorerie de l'entreprise.
- **FR = 0** : Les ressources couvrent les emplois sans qu'un excédent ne soit généré.
- **FR < 0** : C'est la situation la plus critique pour l'entreprise : les investissements durables ne sont pas intégralement financés par des ressources de même nature. La structure des financements est déséquilibrée et, si le BFR ne se traduit pas par une ressource en fonds de roulement, cela impacte la trésorerie et la solvabilité de l'entreprise.⁵⁸

1.1.2 Le besoin en fonds de roulement

Il correspond à la somme que l'entreprise doit déboursier pour couvrir le besoin résultant de l'exploitation de l'entreprise. Le BFR est donc la différence entre les emplois et les ressources à court terme.

⁵⁸ CLERMONT, Thibaut. Consulté le 19/03/2020.

Les principaux postes générateurs de besoin de financement sont, pour l'actif : les stocks, les créances clients et les autres créances d'exploitation et, pour le passif : les dettes fournisseurs et les dettes d'exploitation.

- **Calcul du besoin en fonds de roulement**

A la date d'établissement du bilan :

$$\text{BFRE} = \text{Actif circulant d'exploitation} - \text{Passif d'exploitation}$$

$$\text{BFRE} = \text{Stocks} + \text{Créances d'exploitation} - \text{Dettes d'exploitation}$$

59

On élargit la notion de besoin en fonds de roulement en tenant compte d'autres postes de l'actif et du passif circulants considérés comme non liés à l'exploitation.

On définit ainsi le besoin en fonds de roulement hors exploitation :

$$\text{BFRHE} = \text{Actif circulant hors exploitation} - \text{Passif circulant hors exploitation}$$

$$\text{BFRHE} = \text{Emplois acycliques instables} - \text{Ressources acycliques instables}$$

60

On a alors l'égalité :⁶¹

$$\text{BFR} = \text{BFRE} + \text{BFRHE}$$

- **Interprétation du BFR**

- **BFR < 0** : Les ressources d'exploitation sont supérieures aux emplois d'exploitation. L'entreprise n'a donc pas de besoin d'exploitation à financer. On parle de ressource en fonds de roulement (RFR).

⁵⁹ CHARREAUX, Gérard. *Op. cit.* p 74.

⁶⁰ *Ibid.* p 77.

⁶¹ EGLÉM, Jean-Yves *et al.* *Op. cit.* p 93.

- **BFR = 0** : Les ressources d'exploitation sont égales aux emplois d'exploitation. L'entreprise n'a pas de besoin d'exploitation à financer dans la mesure où le passif circulant est suffisant à financer l'actif circulant.
- **BFR > 0** : Les ressources d'exploitation sont inférieures aux emplois d'exploitation. L'entreprise devra financer ses besoins à court terme. Elle comblera généralement ces besoins par deux principaux moyens :
 - En utilisant son excédent de ressources à long terme (Fonds de roulement) ;
 - En utilisant ses ressources financières additionnelles à court terme (concours bancaires).⁶²

1.1.3 La trésorerie

La trésorerie représente l'ensemble des sommes d'argent mobilisables à court terme. Elle est étroitement liée aux deux notions de fonds de roulement et de besoin en fonds de roulement et elle est un indicateur de santé financière pour l'entreprise puisqu'elle vérifie l'équilibre (ou l'absence d'équilibre) de sa structure financière.

• Calcul de la trésorerie

D'un point de vue financier, la trésorerie est perçue comme un reliquat. C'est le résultat de la différence entre le FR et le BFR.

La formule de calcul la plus utilisée en pratique est l'approche par le haut du bilan :

$$TR = FR - BFR$$

Elle peut également être calculée par le bas du bilan, selon la formule suivante :

$$TR = \text{Disponibilités} - \text{Dettes financières à court terme}$$

Avec :

- Disponibilités = Avoirs détenus en banque + Sommes présentes en caisse +
Valeurs mobilières de placement

⁶² Petite-entreprise.net. Consulté le 15/03/2020.

- Dettes financières à court terme = Concours bancaires courants + Comptes courants d'associés (remboursables à tout moment)

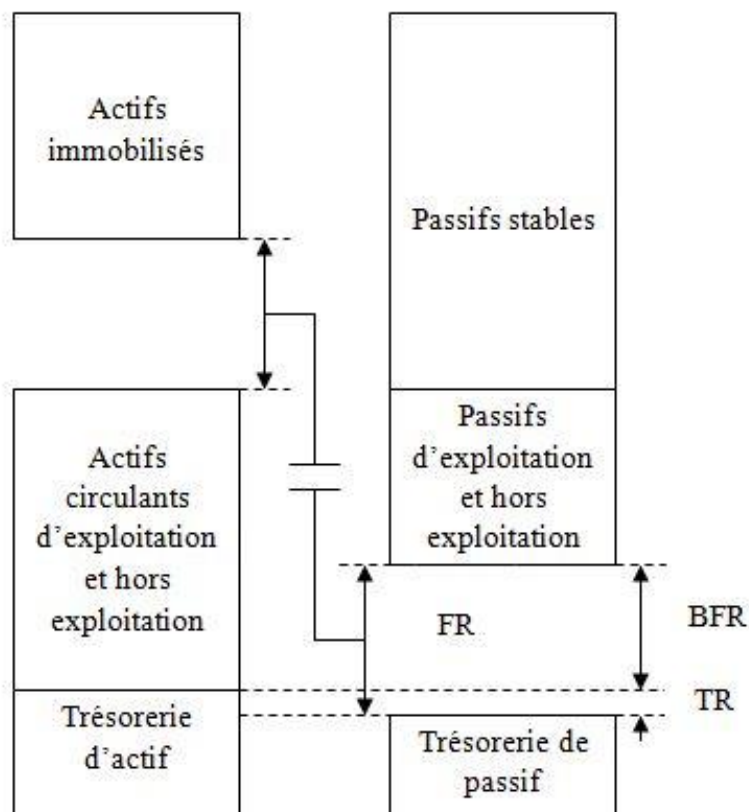
- **Interprétation de la TR**

- **TR > 0** : Les ressources de l'entreprise permettent de couvrir l'intégralité de ses besoins. La situation financière de l'entreprise semble saine puisqu'elle se trouve en mesure de financer des dépenses nouvelles sans avoir recours à un mode de financement externe.

- **TR = 0** : Les ressources couvrent tout juste les besoins. L'entreprise ne dispose d'aucune marge de manœuvre bien que sa situation financière soit équilibrée. Le fonds de roulement finance le besoin en fonds de roulement, et toute augmentation de ce dernier conduira l'entreprise à rencontrer des difficultés de trésorerie.

- **TR < 0** : L'entreprise ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face à ses besoins. Sa situation financière est déficitaire et elle doit absolument avoir recours à des modes de financement à court terme pour remédier à cette situation. ⁶³

⁶³ CLERMONT, Thibaut. Consulté le 20/03/2020.

Figure 7. La relation entre le FR, le BFR et la TR

Source : EGLEM, J.-Y. et al. Analyse du bilan. Approche fonctionnelle. In *Analyse comptable et financière* 8^e édition. Paris : Dunod, 2000, p 58.

Cette figure illustre la relation existant entre les indicateurs de l'équilibre financier. Il représente la situation d'équilibre généralement recherchée, où chacun des trois indicateurs est positif et où le montant du fonds de roulement est égal à la somme du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie.

1.2 Les soldes intermédiaires de gestion

Afin d'enrichir l'information du TCR qui ne met en évidence que le seul résultat net de l'exercice, les soldes intermédiaires de gestion (SIG) divisent ce dernier en résultats partiels qui permettent de mieux analyser les performances de l'entreprise sur plusieurs niveaux. Le tableau suivant récapitule l'ensemble de ces soldes, leur utilité ⁶⁴ et leur calcul ⁶⁵.

⁶⁴ OGIEN, Dov. Les soldes intermédiaires de gestion In *Maxi fiches de gestion financière de l'entreprise*. Op. Cit p 22, 23.

⁶⁵ BAZET, Jean-Luc, FAUCHER, Pascal. L'analyse des résultats. In *DCG Finance d'entreprise* 2^e édition [pdf]. Paris : Nathan, 2009, p 100-104. Disponible sur https://www.academia.edu/20092453/Finance_dentreprise_2e_edition.

Tableau 1. Les soldes intermédiaires de gestion

SOLDES INTERMÉDIAIRES	PRODUITS	CHARGES
La marge commerciale : est un indicateur du résultat des entreprises commerciales qui exercent des activités de négoce.	· Ventes de marchandises	· Achats de marchandises · Variation de stock de marchandises
La production : est un indicateur de l'activité réalisée par les entreprises qui rendent des services ou qui transforment des biens.	· Production vendue · Production stockée · Production immobilisée	· Déstockage de production
La valeur ajoutée : traduit la création de valeur que l'entreprise apporte aux biens et aux services.	· Ventes de marchandises · Production vendue · Production stockée · Production immobilisée	· Marchandises consommées · Matières et fournitures consommées
L'excédent ou insuffisance brut(e) d'exploitation (EBE) : mesure la performance économique de l'entreprise.	· Valeur ajoutée · Subventions d'exploitation	· Impôts et taxes · Charges de personnel
Le résultat d'exploitation : est un indicateur privilégié pour étudier la rentabilité commerciale et économique.	· EBE · Reprises sur charges et transferts de charges · Autres produits	· Insuffisance brute d'exploitation (IBE) · Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions · Autres charges
Le résultat courant avant impôt (RCAI) : est un indicateur de la politique financière de l'entreprise.	· Résultat d'exploitation* · Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun* · Produits financiers	· Charges financières
Le résultat exceptionnel : regroupe les éléments ne correspondant pas à l'activité courante de l'entreprise en raison de leur caractère inhabituel ou irrégulier.	· Produit exceptionnel	· Charge exceptionnelle
Le résultat de l'exercice : correspond au résultat présenté dans les comptes. Il permet d'apprécier la rentabilité.	· RCAI* · Résultat exceptionnel*	· Participation des salariés · Impôts sur les bénéfices

Source : Etabli par nos soins.

*Considérés comme charges si négatifs.

1.3 La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) est un indicateur-clé de l'activité de l'entreprise, obtenue à partir du compte de résultat. La CAF cherche à évaluer le surplus monétaire potentiel dégagé par l'entreprise au cours d'un exercice en prenant en compte l'ensemble de ses produits encaissables et de ses charges décaissables.⁶⁶

- **Calcul de la CAF** : Elle peut être évaluée des deux manières suivantes :
 - **La méthode soustractive** : aussi désignée par méthode directe ou descendante, elle explique la formation de la capacité d'autofinancement à partir de l'EBE.

Tableau 2. Calcul de la CAF (méthode soustractive)

Excédent brut d'exploitation (EBE)
+ Transfert de charges d'exploitation
+ Autres produits d'exploitation
- Autres charges d'exploitation
+/- Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun
+ Produits financiers ^a
- Charges financières ^b
+ Produits exceptionnels ^c
- Charges exceptionnelles ^d
- Participation des salariés au résultat
- Impôts sur les bénéfices
= Capacité d'autofinancement

^a Sauf reprises sur dépréciations et provisions.

^b Sauf dotations aux amortissements, dépréciations et provisions financiers.

^c Sauf : Produits de cession d'éléments d'actif ;

Quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice ;
Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles.

^d Sauf : Valeur comptable des immobilisations cédées ;

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions exceptionnelles

Source : BAZET, Jean-Luc, FAUCHER, Pascal. L'analyse des résultats In *DCG Finance d'entreprise* 2^e édition [pdf]. Paris : Nathan, 2009, p 105. Disponible sur https://www.academia.edu/20092453/Finance_dentreprise_2e_edition.

⁶⁶ DE LA BRUSLERIE, Hubert. La dynamique des flux et l'autofinancement. In *Analyse financière : Information financière, évaluation, diagnostic* 4^e édition [pdf]. Paris : Dunod, 2010, p 176. Disponible sur https://www.academia.edu/17965766/Analyse_financiere_biblio_scientifique_com.

- **La méthode additive** : aussi dite méthode ascendante ou indirecte, elle consiste à corriger le résultat net de l'entreprise des éléments non monétaires qui ont servi à sa détermination.

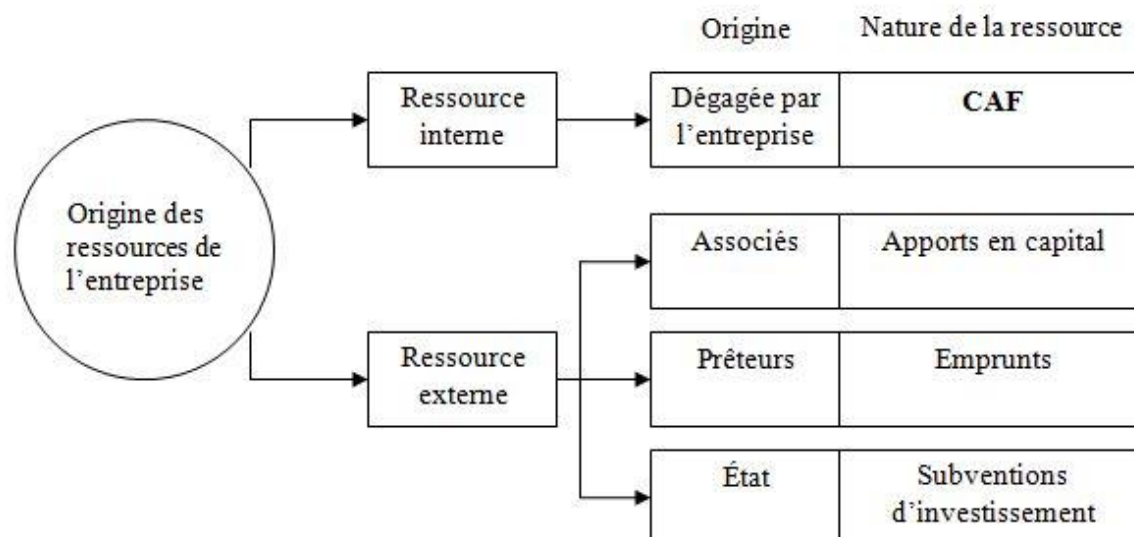
Tableau 3. Calcul de la CAF (méthode additive)

Résultat net de l'exercice
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions
- Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions
+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés
- Prix de cession des éléments d'actifs cédés
- Quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice
= Capacité d'autofinancement

Source : BAZET, Jean-Luc, FAUCHER, Pascal. *Op. cit.* p 105.

- **Interprétation de la CAF**

La CAF représente les ressources internes dont dispose réellement l'entreprise, générées par le biais de ses bénéfices. Cette notion s'oppose aux ressources externes provenant des partenaires de l'entreprise.

Figure 8. Interprétation de la CAF

Source : OGIEN, Dov. La capacité d'autofinancement In *Maxi fiches de gestion financière de l'entreprise*. *Op. cit.* p 31.

Section 3 : Approche relative

1 Les ratios

Les ratios sont des rapports mettant en relation deux grandeurs homogènes liées par une logique économique. Bien que leur valeur intrinsèque ne soit pas très significative, leur évolution dans le temps permet d'avoir des indications de tendance.

Pour analyser la performance d'une entreprise, il est utile de calculer un ensemble de ratios classés en quatre groupes : les ratios d'activité, les ratios de rentabilité, les ratios de liquidité et les ratios de structure financière.⁶⁷

1.1 Les ratios de mesure de l'activité

La VA représente la richesse que l'entreprise réalise en exerçant son activité. Les ratios mesurant le partage de cette richesse traduisent la part de rémunération attribuée à chaque facteur intervenant dans la formation de la VA.

Tableau 4. Les ratios de répartition de la Valeur Ajoutée

Nature	Formule	Interprétation
Personnel	$\frac{\text{Charges de personnel}}{\text{Valeur Ajoutée}}$	Part de la valeur ajoutée affectée au personnel.
État	$\frac{\text{Impôts et taxes} + \text{Impôts sur les bénéfices}}{\text{Valeur Ajoutée}}$	Part de la VA affectée à l'Etat au travers des différents impôts.
Associés	$\frac{\text{Dividendes distribués} + \text{Intérêts des comptes courants d'associés}}{\text{Valeur Ajoutée}}$	Part de la VA affectée aux actionnaires, associés et apporteurs de capitaux.
Prêteurs	$\frac{\text{Intérêts}}{\text{Valeur Ajoutée}}$	Part de la VA affectée aux prêteurs pour la rémunération des emprunts.
Entreprise	$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Valeur Ajoutée}}$	Part de la VA revenant à l'entreprise sous la forme d'amortissement.

Source : iutenligne.com. Les ratios d'analyse de l'activité et du résultat. Consulté le 18/05/2020. Disponible sur <http://public.iutenligne.net/gestion/gestion-financiere/antraigue_januario/partie1_ana_doc_synthese_821-S2/sansmenu/GEST-P01-R09/CHAPITRE-06/index.html>.

⁶⁷ OGIEN, Dov. Les calculs de ratios. In *Maxi fiches de gestion financière de l'entreprise. Op. Cit.* p 74.

L'évolution de l'activité s'obtient quant à elle par des taux de croissance :

Tableau 5. Le ratio d'évolution de l'activité

Nature	Formule	Interprétation
Taux de croissance du chiffre d'affaires HT	$\frac{CA(n) - CA(n - 1)}{CA(n - 1)}$	L'évolution du CA permet de mesurer le taux de croissance de l'entreprise.
Taux de croissance de la valeur ajoutée	$\frac{VA(n) - VA(n - 1)}{VA(n - 1)}$	L'évolution de la VA est aussi un indicateur de la croissance de la richesse générée par l'entreprise.
Taux d'intégration	$\frac{VA}{CAHT}$	Il mesure le taux d'intégration ⁶⁸ de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes.

Source : OGIEN, *Dov. Op. Cit.* p 75.

Les ratios de rotation sont également de bons indicateurs de l'activité de l'entreprise dans la mesure où ils nous renseignent sur la fréquence à laquelle les créances sont recouvertes, les dettes sont payées et les stocks sont renouvelés.

Tableau 6. Les ratios de rotation

Nature	Formule	Interprétation
Ratio d'écoulement des matières premières	$\frac{\text{Stock moyen de MP} \times 360}{\text{Coût d'achat des MP consommées}}$	Ces ratios sont de bon indicateur de l'efficacité des pratiques d'achat, de vente et de gestion des stocks. ⁶⁹
Ratio d'écoulement des marchandises	$\frac{\text{Stock moyen de marchandises} \times 360}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}}$	
Ratio d'écoulement des produits finis	$\frac{\text{Stock moyen de produits finis} \times 360}{\text{Coût de production des produits finis vendus}}$	
Ratio d'écoulement des créances	$\frac{(\text{Clients et créances rattachées} + \text{EENE}) \times 360}{\text{CA TTC}}$	Ces ratios indiquent la vitesse à laquelle une société recouvre ses créances ou paie ses dettes. ⁷⁰
Ratio d'écoulement des dettes	$\frac{\text{Fournisseurs et comptes rattachés} \times 360}{\text{Achats de biens et services TTC}}$	

Source : OGIEN, *Dov. Op. Cit.* p 75, 76.

⁶⁸ Le taux d'intégration indique si une entreprise se charge elle-même de la production ou si elle sous-traite.

⁶⁹ Bdc.ca. Consulté le 19/05/2020.

⁷⁰ Debitoor.fr. Consulté le 19/05/2020.

1.2 Les ratios de mesure de la rentabilité

Les ratios de rentabilité mettent en relation les résultats sur plusieurs niveaux :

Tableau 7. Les ratios de rentabilité

Nature	Formule	Interprétation
Taux de croissance du résultat net	$\frac{R(n) - R(n - 1)}{R(n - 1)}$	L'évolution du résultat net permet de mesurer l'évolution de la rentabilité de l'entreprise.
Taux de marge commerciale	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Ventes de marchandises HT}}$	Ratio qui s'applique uniquement aux entreprises commerciales, il peut être comparé à celui d'entreprises du même secteur.
Taux de marge brute	$\frac{\text{EBE}}{\text{CAHT}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité d'exploitation à partir du CA.
Taux de marge nette	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{CAHT}}$	Il mesure la capacité d'une entreprise à générer du résultat net à partir du CA.
Rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$	Il mesure l'aptitude de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés.

Source : OGIEN, *Dov. Op. Cit.* p 75.

1.3 Les ratios de mesure de la liquidité

Les ratios de liquidité mesurent la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme.

Tableau 8. Les ratios de liquidité

Nature	Formule	Interprétation
Ratio de liquidité générale	$\frac{\text{Actifs circulants}}{\text{Dettes à court terme}}$	Il indique si l'entreprise dispose d'un actif à court terme suffisant pour couvrir son passif exigible. ⁷¹ D'un point de vue bancaire, il est souhaitable qu'il soit le plus élevé possible.
Ratio de liquidité restreinte	$\frac{\text{Créances} + \text{Disponibilités}}{\text{Dettes à court terme}}$	Les ratios de liquidité restreinte et immédiate prennent en compte les actifs les plus liquides. L'idéal pour la banque étant que l'entreprise détienne à court terme un niveau suffisant pour être à tout moment en état d'assurer ses échéances.
Ratio de liquidité immédiate	$\frac{\text{Disponibilités}}{\text{Dettes à court terme}}$	
Couverture de l'actif circulant par le FR	$\frac{\text{FR}}{\text{Actif circulant}}$	Ce ratio permet de vérifier l'équilibre minimum.
Évolution du FR	$\frac{\text{FR} \times 360}{\text{CAHT}}$	L'évolution du FR et du BFRE est également un indicateur de liquidité.
Évolution du BFRE	$\frac{\text{BFRE} \times 360}{\text{CAHT}}$	

Source : OGIEN, *Dov. Op. Cit.* p 75.

1.4 Les ratios de mesure de la structure financière

Les ratios de structure mettent en rapport les données du bilan afin d'apprécier les équilibres financiers. Les règles fondamentales d'analyse financière entraînent deux ratios.

Tableau 9. Les ratios de structure

Nature	Formule	Interprétation
Ratio de couverture des capitaux investis	$\frac{\text{Capitaux stables}}{\text{Actifs stables} + \text{BFRE}}$	Il mesure la règle de l'équilibre minimum et doit être supérieur à 1 car les actifs stables doivent être financés par des ressources stables.
Taux d'endettement financier	$\frac{\text{DLMT}}{\text{Capitaux propres}}$	Aussi appelé ratio d'autonomie financière, il doit être inférieur à 1. ⁷²
Taux d'endettement à terme	$\frac{\text{Endettement net}}{\text{Capitaux propres}}$	Il mesure la règle d'endettement maximum et doit être inférieur à 1.

Source : OGIEN, *Dov. Op. Cit.* p 76.

⁷¹ Disnat.com. Consulté le 14/06/2020.

⁷² CHARREAUX, Gérard. Le diagnostic du risque In *Finance d'entreprise. Op. cit.* p. 73.

Pour conclure, ce chapitre a pour but de présenter une base d'outils financiers auxquels se référer lorsque l'on envisage l'étude de la situation financière d'une entreprise. Cette base ne prétend en aucun cas à l'exhaustivité, les indicateurs financiers étant nombreux et variés, plus ou moins approfondis et souvent adaptés à chaque entreprise. Elle présente cependant les indicateurs les plus couramment utilisés.

Incontestablement, toute étude financière se fait à partir des documents comptables de l'entreprise, présentés en fin d'exercice : le bilan comptable, le compte de résultat et les documents annexes.

De ces états découlent les indicateurs financiers qui interprètent les résultats de l'entreprise. On retrouve, selon la vision globale, le FRN, le BFR et la TR qui sont des indicateurs de l'équilibre financier et que l'on calcule après avoir construit le bilan financier. A ceux-là s'ajoutent les SIG ainsi que la CAF calculés, quant à eux, à partir du compte de résultat. On retrouve ensuite selon la vision relative les ratios d'activité, de rentabilité, de liquidité et de structure qui sont, pour leur part, calculés à partir des comptes du bilan ainsi que ceux du TCR. Il est cependant à noter qu'une bonne interprétation de ces indicateurs est indispensable car, sans elle, l'analyse financière serait inutile.

Enfin, bien que nous présentions ici la manière classique de mener une analyse, il serait intéressant de s'interroger sur l'étude financière qu'effectuent les banques, sans doute plus fine et qui permet une meilleure appréhension du risque.

Chapitre IV
Montage et étude d'un dossier de crédit
d'exploitation

La mise en valeur des éléments évoqués dans le chapitre III nécessite leur application sur un cas concret. Pour cela, nous proposons de traiter le dossier d'un nouveau client de Bank ABC ayant pour requête l'accord d'un crédit d'exploitation.

A des fins de comparaison, nous procédons à l'analyse de ce dossier en deux temps : nous abordons dans un premier temps l'étude établie suivant la méthode anglo-saxonne que la Bank ABC utilise, puis nous procédons dans un second temps à une étude selon la méthode française classique.

Afin d'exposer au mieux cette étude de cas, nous partageons ce chapitre en trois parties, la première présentera la Bank ABC au sein de laquelle nous avons effectué notre stage et énumérera les documents nécessaires à la constitution d'un dossier de crédit. La deuxième partie comportera le rapport de crédit réalisé avec l'aide du banquier et la troisième partie portera sur notre analyse du dossier. Enfin, nous conclurons par une confrontation des deux méthodes ainsi que des recommandations concernant le crédit sollicité.

Section 1 : Présentation de la banque et constitution d'un dossier de crédit

1 Aperçu général de la Bank ABC

La banque ABC (Arab Banking Corporation), créée en 1980 et basée au Bahreïn, est présente dans plus de 17 pays du Golf, d'Afrique du Nord et Moyen Orient, d'Europe, des Amériques et d'Asie.

La volonté du groupe de répondre aux différents besoins du marché algérien s'est matérialisée par son installation en Algérie par décision du 24 septembre 1998 du Conseil de la Monnaie et du Crédit. Ainsi est née Arab Banking Corporation - Algeria, désignée sous le nom commercial de Bank ABC Algérie qui devient la première banque privée internationale à s'installer en Algérie.⁷³

Son activité a débuté le 02 Décembre 1998 avec l'ouverture de son agence principale à Bir Mourad Raïs. Elle est également présente à travers le territoire national avec 24 agences sur 15 Wilayas.

Dans le cadre de notre mémoire, nous avons effectué un stage au niveau de la direction des entreprises et des institutions financières qui est une division de la Bank ABC (tel

⁷³ Bank-abc.com. Consulté le 10/08/2020.

qu'illustré dans l'organigramme donné en annexe I), celle-ci est située au niveau de l'agence de Bejaïa mais ne constitue pas l'un de ses services.

2 Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

Afin d'offrir des conditions de financement optimales, il est nécessaire de constituer un dossier de crédit d'exploitation complet. Ce dernier comportera les différentes informations relatives au demandeur de crédit et permettra au banquier de mener une analyse approfondie et d'appréhender les risques.

1.1 Une demande écrite

Il s'agit d'une demande de crédit adressée à la banque dont l'objet est la sollicitation d'un crédit d'exploitation. Afin d'être valide, elle doit remplir les conditions suivantes :

- **Conditions de forme :** elle doit contenir toutes les références de l'entreprise, accompagnées du cachet et de la signature de la ou des personne(s) concernées par le crédit.
- **Conditions de fonds :** elle doit préciser la nature des concours sollicités, leurs montants, leurs durées, leurs objectifs ainsi que leurs remboursements.

1.2 Les documents juridiques et administratifs

Les principaux documents figurant dans cette rubrique sont :

- Une copie des statuts juridiques pour les personnes morales ;
- Un PV de l'assemblée générale des actionnaires conférant aux dirigeants de l'entreprise, les pouvoirs de contracter des emprunts et de donner des garanties, si cette disposition n'est pas prévue par les statuts ;
- Une copie des cartes NIF et NIS ;
- Les CV des dirigeants et une copie des pièces d'identité ;
- Une copie certifiée conforme du registre de commerce ou récépissé de dépôt ou toute autorisation ou agrément d'exercice ;
- Un acte de propriété ou bail de location du local devant abriter l'activité ;
- Une copie certifiée conforme de l'annonce de création de l'entreprise dans le BOAL ;

1.3 Les documents comptables et financiers

Parmi ces documents le client doit joindre :⁷⁴

- Les trois derniers bilans (états financiers et annexes) des exercices clos ;
- Les trois derniers rapports certifiés par les commissaires aux comptes ;
- Le justificatif du dépôt légal des comptes sociaux délivrés par le CNRC ;
- Le bilan d'ouverture et prévisions de clôture pour les entreprises en phase de démarrage ;
- Un bilan prévisionnel ;
- Le plan de trésorerie ainsi que le plan de charge de l'entreprise ;
- Le programme d'importation de matières premières au cas où l'activité de production ou de prestations de services nécessite des inputs importés.

1.4 Les documents fiscaux et parafiscaux

Ces documents doivent disposer de :

- L'attestation fiscale, extrait de rôles de moins de trois mois dûment apurés ;
- L'attestation parafiscale de moins de trois mois dûment apurée ;
- Un calendrier de remboursement des dus antérieurs relatifs à la dette fiscale ou sociale arrêté par l'organisme concerné ;
- L'attestation de non-imposition pour les nouvelles affaires.

Ces documents sont réclamés lors de l'ouverture du compte courant du client demandeur de crédit. Ils ne sont renouvelés qu'en cas de modification des statuts ou de l'adresse du client.

1.5 Le compte rendu de visite

Une fois tous les documents rassemblés, la banque peut compléter le dossier du client par une visite des sièges administratifs et des locaux de l'entreprise appuyée par des photos prises sur place.

A l'issue de la visite, le banquier doit rédiger un compte rendu qui a pour objectif d'apprécier le degré d'authenticité des documents avancés par le client et de recueillir des informations complémentaires concernant :

- Le patrimoine de l'entreprise ;

⁷⁴ Bna.dz. Consulté le 20/08/2020.

- La fonctionnalité des locaux ;
- L'état des installations ;
- L'organisation des différentes fonctions (approvisionnement, stockage, production) ;
- L'efficacité dans la gestion des moyens matériels et des ressources humaines ;
- La perspective d'évolution de l'entreprise.

Section 2 : Rapport de crédit de Bank ABC

Durant notre stage, qui a duré trois semaines avant d'être interrompu en raison de la pandémie de Covid-19, nous avons été introduites à la finance anglo-saxonne que Bank ABC emploie dans le traitement de ses dossiers de crédit.

Le rapport de crédit qui suit et que nous avons établi avec l'aide de notre co-encadreur (par un suivi à distance) est à l'origine en anglais. Certains indicateurs sont donc mentionnés dans cette langue faute de traduction adéquate, une brève explication est cependant systématiquement donnée en bas de page.

Pour des raisons évidentes de **confidentialité**, toute **information** susceptible de révéler l'identité de la société a été **omise**. Les **noms** sont utilisés de manière **fictive**, toute ressemblance avec des personnes ou des entités réelles est pure coïncidence.

Objet de la demande

L'objet de la demande est :

- D'établir une nouvelle entrée en relation avec la Sarl Société Familiale de Céramique "SFC", approchée par la direction commerciale de Bank ABC, ce qui représente une belle opportunité commerciale pour la banque, et surtout pour son agence de Béjaïa.
- SFC est une SARL spécialisée dans la fabrication de céramiques, créée en janvier 1984, la banque souhaite l'accord de financer les besoins de l'exploitation de la société à hauteur de DZD 250 M : Lettre de crédit + refinancement : DZD 250 M, Escompte de traite : DZD 100 M, Découvert : DZD 50 M.
 - **Legal Counterparty** ¹ :
 - SARL Société Familiale de Céramique "SFC"
 - Actionnaires : MENDI Mourad, Karim, Riad, Seddik et Hocine - **Garants**-
 - **Credit Bases** ² : /

Garanties / Raroc / Rating / Tarification

Garanties exigées :

- **Garanties bloquantes** :
- Convention de crédit ;
- Caution solidaire et indivisible des trois principaux actionnaires (Mourad, Karim et Riad) avec énumération du patrimoine personnel, couvrant 100% de l'engagement net ;
- Délégation assurance Multirisque professionnelle couvrant l'actif assurable ;
- Mise à jour fiscale et parafiscale.
- **Garanties non-bloquantes** :
- Néant
- **Conditions financières** :
- Paiement d'intérêts trimestriels relatifs au découvert ;
- Mouvement confié : DZD 50 M / trimestre au minimum ;
- Maintien des fonds propres au minimum à : DZD 1 400 M.

¹ Désigne l'entité avec qui la banque s'engage.

² Toute entité ayant un lien direct ou indirect avec l'entreprise contractante (société mère par exemple).

RAROC³ : 80,30 %

Rating : La note attribuée par Moody's⁴ est de 4, ajustée au rating pays de 5-

Tarification :

- **Ligne de refinancement et escompte** : 7,75 %, **Découvert** : 8%.
- **Lettre de crédit (L/C)** : conditions bancaires standard.

Présentation succincte de l'entreprise

Présentation de l'entreprise :

- **Raison sociale** : Sarl Société Familiale de Céramique « SFC ».
- **Forme juridique** : Société à responsabilité limitée « SARL ».
- **Activité** : Fabrication de céramiques.
- **Localisation** : Le siège social est situé à Béjaïa à 220 km d'Alger, sur une superficie totale de 12 100 m² propriété de la société couvrant l'usine de fabrication, l'aire de stockage et l'administration. Actuellement, la société possède quatre unités (dont une en cours de rénovation) d'une capacité de production totale de 14 100 m² :
 - **Unité 1** : Installée en 1990, d'une superficie de 2 390 m², ligne complète de fabrication de carreaux 10 x 10 cm² et plinthes 7,5 x 20 cm, pour une capacité de 1 000 m²/jour. Cette unité est rénovée en 2019 et mise en route en juin 2020, afin de réduire les coûts de maintenance et d'augmenter la capacité de production de 1 000 m²/jour à 4 500 m²/ jour.
 - **Unité 2** : Initiée en 1994 et concrétisée en juin 2000, d'une surface de 3 210 m², ligne complète pour la production de la faïence 20 x 30 cm, pour une capacité de 3 000 m²/jour.
 - **Unité 3** : Initiée en février 2003 et achevée en mars 2005, d'une superficie de 3 024 m², ligne complète pour produire le carreau de sol d'une capacité de 3 000 m²/jour.
 - **Unité 4** : Initiée en 2012 et concrétisée en mars 2014, d'une surface de 3 000 m², pour produire la plinthe dans toutes les dimensions et couleurs, avec une capacité de 3 600 m²/jour.

³ RAROC est une mesure de la rentabilité qui tient compte du risque de défaut de l'emprunteur.

⁴ Logiciel de l'agence de notation financière Moody's qu'utilise Bank ABC, les notes varient entre 1 et 9, 1 étant la meilleure. Nous soulignons le fait que la note d'une entreprise ne peut dépasser celle du pays, bien que les deux appartiennent à différents classements.

- **Date de création** : Janvier 1984.
- **Capital** : DZD 1 000 M.
- **Fonds propres 2019** : DZD 1 435 M.

- **Clients** : Toute la production de SFC est vendue par des distributeurs établis dans toutes les régions du pays, ce sont les grossistes en céramique, dont les principaux sont à Alger, Constantine, Sétif, Jijel, Tizi Ouzou, et Béjaïa. Compte tenu des pratiques commerciales qui caractérisent ce secteur d'activité, l'entreprise est contrainte d'accorder aux clients des délais de paiement allant de 60 à 90 jours.

- **Fournisseurs** : Les approvisionnements en matières premières sont effectués :
 - Localement, concernant l'argile, soit 20% des achats sont effectués dans des régions voisines, à savoir Jijel et Tizi-Ouzou. Mode de paiement à vue.
 - A l'étranger, comme pour l'émail et l'engobe soit 80%. Ils proviennent généralement d'Espagne où le client a plusieurs fournisseurs. Mode de paiement IDC à vue ou à différé de paiement ne dépassant pas 120 jours. L'utilisation de la L/C est rare (30%) mais l'entreprise utilise ce mode de paiement en cas d'opportunité d'achat auprès d'un nouveau fournisseur.

- **Hommes clés** : La gestion de la société est assurée par M. Mourad Mendi assisté par ses frères : Karim, Riad, Seddik et Hocine. Compte tenu de leur riche expérience les actionnaires font preuve d'une parfaite maîtrise de leur activité et d'une expertise indéniable dans l'organisation et la gestion.

- **Produits** : fabrication de céramique : carreaux et faïences de toutes tailles et couleurs.

- **La concurrence** : Le marché est divisé en deux segments :
 - Les produits importés : Qualité supérieure à un prix plus élevé "made in Italy" et "made in Spain" qui sont de moins en moins présents sur le marché local suite à la restriction des importations des biens produits localement.
 - Produit local : Ce marché est partagé entre plusieurs petites et moyennes entreprises à travers le pays, le prospect détient une bonne partie de ce marché, et travaille à son renforcement chaque année.

Principaux risques et atténuations

Tableau 10. Risques et atténuations

Risque / Facteur	Atténuation
Risque pays : réglementation	Activité industrielle, le risque réglementaire est faible. L'autorité locale a introduit des règles visant à limiter les importations de produits fabriqués localement, ce qui stimulera la production locale.
Macroéconomie : Taux de change	La plupart des achats sont effectués par importation (80%). Le risque de taux de change est présent, mais l'entreprise peut le répercuter sur les prix de vente, de plus l'entreprise effectue ses achats à vue afin de réduire ce risque.
Marché : Demande	Comme il s'agit d'un produit de large consommation, la demande pour ce produit sera en augmentation, suivant ces éléments : <ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs marchés publics dans le domaine de la construction sont lancés ; - Rapport qualité/prix ; - Notoriété et réputation de l'entreprise ; - Diminution des importations en raison des mesures réglementaires.
Sanitaire	L'entreprise n'est pas vraiment affectée par la situation sanitaire actuelle concernant le coronavirus, l'entreprise a pris les mesures sanitaires nécessaires pour réduire le risque de contamination (réduire le nombre de personnes, autoriser le télétravail pour le personnel administratif, respecter la distance entre 02 personnes, interdire les réunions de plus de 02 personnes, obligation de porter un masque, désinfection des lieux de travail, etc.). Pas de risque de recouvrement des clients. Pas de risque de rupture de stock.

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

Historique de la relation bancaire avec l'entreprise et filiales

Relation :

- Domicilié à ABC-A depuis juillet 2019, avec un total mouvement confié de DZD 250 M. La société n'enregistre aucun incident de paiement.
- En plus de la banque ABC, le client est domicilié dans 5 autres banques, dont 3 avec une ligne de crédit :

Tableau 11. Types de crédits accordés au client par les autres banques **Unité : M DZD**

Banque	Type de crédit	Montant	Garantie
Banque1	CMT	498	Gage d'équipement
	Découvert	40	Caution solidaire et indivisible des principaux actionnaires
	Ligne de refinancement	50	
	Avance sur factures	10	
Banque2	Escompte de traites	10	Caution solidaire et indivisible des principaux actionnaires
	Avance sur factures	75	
	Découvert	50	
	CMT	1.15	
Banque3	Découvert	30	Caution solidaire et indivisible des principaux actionnaires
	Avance sur factures	100	

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

A noter que les lignes proposées, la tarification ainsi que les garanties sont identiques à ceux des banques confrères (pari passu)⁵.

Détails du CMT octroyé :

Tableau 12. Détail des CMT octroyés par les autres banques **Unité : M DZD**

Banque	Montant	Durée/Années	Première date de remboursement	Dernière date de remboursement	Montant de l'échéance	Encours
Banque1	498	05	30/09/2020	30/06/2025	25	498
Banque2	1.5	04	01/12/2016	01/09/2020	0.13	0.84
	5.03	04	01/11/2016	01/08/2020	0.44	0.31

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

Résultat de la centrale des risques :

Tableau 13. Résultat de la centrale des risques **Unité : M DZD**

Ligne de crédit	Montant autorisé	Montant utilisé
Financée (crédit par caisse)	696	12
Non financée (crédit par signature)		233
CMT	498	498
Leasing	30	0

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

Ventes croisées :

- Domiciliation des comptes du personnels : plus de 400 employés.

⁵ Voir Pari passu en section 2 du chapitre II.

- Proposer des produits retail⁶ pour les salariés de l'entreprise (épargne, prêts au logement, crédit à la consommation...).
- La société a un plan d'extension qui sera réalisé en 2021 ce projet est estimé à DZD 1 000 M, la banque a exprimé sa disponibilité à participer à ce financement.
- Source d'épargne et de dépôts, les membres de la famille Mendi sont connus dans la région pour être de bons épargnants.

Section A : Objet de la demande

a. Détails des lignes proposées

Tableau 14. Détails des lignes de crédits proposées

Unité : M DZD

Type de crédits	Montant	Conditions
Ligne globale	250	
<u>Sous-limite 1</u> L/C à vue et ou L/C à différé de paiement	250	Sans provision à l'ouverture, sur 120 jours maximum
<u>Sous-limite 2</u> Refinancement des L/C, Remise documentaire, Frais de douane et Taxes		A hauteur de 100%, sur 120 jours
<u>Sous-limite 3</u> Escompte de traites	100	Sur 90 jours
<u>Sous-limite 4</u> Découvert	50	
Total risque brut	250	
Total risque net	250	

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

b. Stratégie d'utilisation de compte courant / utilisation moyenne des crédits / Revenu / Vente croisée

Stratégie de compte :

- L'objectif de la banque est d'encourager l'entreprise à utiliser ses lignes de crédit afin d'augmenter la rentabilité et le chiffre d'affaires confié.

Utilisation moyenne et revenu :

Nouveau client

⁶ Ce sont les produits de détail que propose la banque aux particuliers.

Revenus :

Avec une ligne proposée, les revenus attendus sont les suivants :

Tableau 15. Revenus attendus**Unité : M DZD**

Lignes	Intérêts attendus	Commentaires
Refinancement de ligne globale	15	Intérêts attendus = Montant du crédit * taux d'intérêt* % d'utilisation. - Montant : DZD 250 M - Taux : 7,75 % / an - Taux d'utilisation : 80 %
Découvert	4	Intérêts attendus = Montant du crédit * taux d'intérêt* % d'utilisation. - Montant : DZD 50 M - Taux : 8 % / an - Taux d'utilisation : 90%
Total	19	

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

c. Justification et recommandation de l'entreprise

Justification

- L'objectif de la banque est de financer 40 % des besoins d'exploitation de l'entreprise, afin d'encourager celle-ci à domicilier une partie importante de ses opérations commerciales (domicilier ses achats) et d'augmenter par la même occasion le chiffre d'affaires confié aux caisses de la banque ainsi que sa rentabilité.
- La société prévoit d'enregistrer un bon niveau de CA malgré la crise sanitaire actuelle (covid-19). En effet, la société enregistre un chiffre d'affaires total de DZD 310 M pendant la période janvier - mars 2020 et un chiffre d'affaires nul pendant le mois d'avril. La situation s'est rétablie en mai/juin 2020 avec un total commande de DZD 400 M relatives à la demande des ménages, tandis que la demande des entreprises publiques dans le cadre des marchés lancés par le gouvernement reprend à partir de juin/juillet 2020.
- La société prévoit d'atteindre un chiffre d'affaires total de DZD 1 200 M, ce qui est réaliste :
 - L'entreprise a travaillé en 2019 avec trois unités de production et a réussi à réaliser un chiffre d'affaires de DZD 926 M. Ce niveau de CA est réalisé avec une capacité de production totale de 9 600 m²/jour.
 - L'entreprise a mis en place la nouvelle unité de fabrication en juin 2020 avec une capacité totale de 4 500 m²/jour, ce qui représente quatre fois sa capacité de fabrication précédente.

- Grâce à cette nouvelle unité de fabrication, la capacité de production totale est de 14 100 m²/jour, l'entreprise peut facilement réaliser le CA projeté pour 2020.
- L'entreprise n'a jamais enregistré d'incident de paiement.

L'entreprise est considérée comme un leader régional dans son secteur d'activité.

Plan d'importation :

Tableau 16. Plan d'importation

Unité : DZD

Fournisseur	LC/ IDC	Origine	Montant
Fournisseur 1	IDC	Espagne	90 000 000,00
Fournisseur 2	IDC	Espagne	120 000 000,00
Fournisseur 3	LC	Espagne	50 000 000,00
Fournisseur 4	IDC	Espagne	100 000 000,00
Fournisseur 5	IDC	Italie	20 000 000,00
Fournisseur 6	LC	Italie	40 000 000,00
Total			420 000 000,00 DZD

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

Cycle d'exploitation :

Tableau 17. Cycle d'exploitation

Jours	0	40	60	70	80	90	190
Etapas	Domiciliation de la remise documentaire / Ouverture de la L/C	Titre de transport de marchandise	Arrivée des documents	Dédouanement	Fabrication	Ventes	Encaissement des recettes
				Refinancement 100% : 120 jours			

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

Détermination du montant des lignes de crédit :

- **L/C à vue et/ou L/C à différée :**
 - **Achat prévisionnel :** DZD 520 M ;
 - **Importation :** 80 % d'achat ;
 - **Flux L/C :** 30 % des achats ;
 - **Part de marché d'ABC =** 40 % ;
 - **Délai de la réalisation de la L/C :** 60 jours ;
 - **Montant de la ligne L/C :** $520 \times 80 \% \times 30 \% \times 40 \% \times 60 / 360$: DZD 8,5 M.

- **Refinancement L/C / Remise documentaire :**

- **Achat prévisionnel :** DZD 520 M ;
- **Importation :** 80 % d'achat ;
- **Part de marché d'ABC =** 40 % ;
- **Délai de Refinancement :** 120 jours ;
- **Montant de la ligne de refinancement L/C / Remise documentaire :**
 $520 \times 80 \% \times 40 \% \times 120 / 360$: DZD 56 M.

- **Refinancement des droits de douane :**

- **Achat prévisionnel :** DZD 520 M ;
- **Importation :** 80 % d'achat ;
- **% de douane :** 20% ;
- **Part de marché d'ABC =** 40% ;
- **Délai de Refinancement :** 120 jours ;
- **Droits de douane, Ligne de refinancement Montant :**
 $520 \times 80 \% \times 40 \% \times 20 \% \times 120 / 360$: DZD 11 M.

- **Refinancement de taxes :**

- **Achat prévisionnel :** DZD 520 M ;
- **Achat à 100 % ;**
- **% des taxes :** 19 % ;
- **Part de marché d'ABC =** 40% ;
- **Délai de Refinancement :** 120 jours ;
- **Montant de la ligne de refinancement des taxes :**
 $520 \times 100 \% \times 40 \% \times 19 \% \times 120 / 360$: DZD 13 M.

- **Ligne d'escompte de traites :**

En général, les ventes de l'entreprise se font par factures à 90 jours, le client de la SFC paye ses factures sans retard :

- **CA 2020 :** DZD 1 200 M ;
- **Délai d'encaissement :** 90 jours ;
- **Part de marché d'ABC :** 40% ;
- **Escompte de factures :** $DZD 1\ 200\ M \times 40\% \times 90 / 360$: DZD 120 M,
Plafonné à DZD 100 M

• Ligne de découvert : DZD 50 M

Le découvert représente moins de 15 jours de CA de 2020. Cette ligne permettra à l'entreprise de couvrir certains besoins en fonds de roulement : Achats locaux, paiement des frais de personnel, différentes taxes, etc.

Le risque total reste inchangé à DZD 250 M représente moins de 75 jours de CA 2020, ce qui est un niveau confortable.

Afin de récupérer un maximum de transactions, et considérant que le risque net total ne sera pas affecté, une ligne globale est proposée LC + refinancement : DZD 250 M, avec comme sous-limite (escompte de traites de DZD 100 M) et une deuxième sous-limite de découvert de DZD 50 M (Risque net total de DZD 250 M).

Section B : Information sur les entités et les groupes**a. Entité et contexte**

La Société Familiale de Céramique "SFC ", est une Société à Responsabilité Limitée "SARL", appartenant à la famille Mendi dont les origines remontent aux années 40 quand le père a créé une unité de production de carrelage.

Cette société, anciennement société individuelle au nom du père, a été reprise en janvier 1984 sous la forme juridique Sarl avec un capital social de DZD 0,3 M, dans le but de fabriquer des carreaux de céramique. Le capital social a été augmenté à plusieurs reprises, la dernière fois en 2008 par la réévaluation des actifs de la société afin d'atteindre la somme de DZD 1 000 M. L'équipement de production est estimé à plus de DZD 1800 M.

En plus de ces quatre unités, la société possède un bloc administratif construit sur 345 m² sur 4 niveaux.

Pour ses besoins de stockage de matières premières dont l'argile, la société possède deux sites :

- Une unité d'une superficie de 2000 m² ;
- Un hangar de 6 036 m² dans la zone industrielle.

Le matériel roulant de l'entreprise se compose des éléments suivants : 19 chariots élévateurs à fourche, 2 tracteurs de camion, 7 camions, 4 fourgonnettes, 2 véhicules commerciaux, 8 véhicules de tourisme, et si nécessaire, l'entreprise fait usage du crédit-bail.

- L'entreprise emploie 413 personnes réparties entre les quatre unités et l'administration comme suit :

Tableau 18. Répartition du personnel

	Fabrication	Technique	Administration	Logistique
Cadre supérieur	4	12	08	/
Maîtrise	42	30	20	/
Exécution	250	/	25	22
Total	296	42	53	22

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

Les équipes sont réparties en 4 départements fonctionnels :

- Département administratif et financier : département comptable, département financier et département administratif ;
- Département des approvisionnements : Département des achats, département logistique et gestion des stocks ;
- Département de la fabrication ;
- Département des affaires.

b. Évaluation des actionnaires et de la direction

Le capital social à la création de la Sarl était de DZD 0,3 M, réparti équitablement entre les cinq frères, augmenté plusieurs fois pour atteindre en 2008 la somme de DZD 1 000 M avec réévaluation des actifs de la société.

Tableau 19. Répartition des actions

Actionnaires	Actions	%
Mr. Mendi Mourad	12 500	25%
Mr. Mendi Karim	12 500	25%
Mr. Mendi Riad	12 500	25%
Mr. Mendi Seddik	6250	12,5%
Mr. Mendi Hocine	6250	12,5%
Total	50 000 Actions	100%

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

La gestion de l'entreprise est assurée par M. Mourad Mendi assisté par ses frères. Compte tenu de leur longue expérience, les actionnaires font preuve d'une parfaite maîtrise de leur activité et d'une expertise indéniable dans l'organisation et la gestion.

c. Évaluation de l'environnement opérationnel et de l'industrie / Évaluation des actionnaires et de la direction

Tableau 20. Risques et facteurs atténuants

Facteur	Risque	Facteurs atténuants
Marché	Compétition	<p>Le marché est divisé en deux segments :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Le produit importé : Qualité supérieure à un prix plus élevé qui sont de moins en moins présents sur le marché local suite aux restrictions des produits d'importation ; · Produit local : Le marché est partagé entre plusieurs PME à travers le pays, le prospect détient une bonne partie de ce marché grâce à son ancienneté qui indique la stabilité du marché.
Position de l'entreprise	Besoins d'investissement	<p>Les unités d'équipement de la compagnie sont modernes. Des travaux de rénovation des anciennes installations sont effectués en cas de besoin. L'entreprise prévoit d'installer une nouvelle unité, le projet est à l'étude et sera présenté courant 2021.</p>
Management	Expérience/ Plan de succession	<ul style="list-style-type: none"> · Les gestionnaires sont très expérimentés (plus de 30 ans d'expérience) ; · Compte tenu du nombre d'expérience qu'ils ont capitalisé en affaires, ils ont une parfaite maîtrise de leur activité et un savoir-faire indéniable dans l'organisation et la gestion.
Concentration	Clients/ Fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"> · Fournisseurs : L'entreprise s'approvisionne auprès de nombreux fournisseurs étrangers, connus dans le monde entier. Les fournisseurs se sont diversifiés, avec une très bonne relation avec l'entreprise, ce qui lui confère une élasticité en termes de paiement ; · Plusieurs clients : L'entreprise possède un portefeuille de clients riche et diversifié, spécialisé dans la vente de céramiques, situé dans tout le pays.

Éventualités	Incendie	L'entreprise dispose des contrats d'assurance nécessaires.
--------------	----------	--

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

d. Suivi des conditions précédentes

Tableau 21. Condition du client

Condition précédente	Recueilli : oui/non	Commentaire
NA : Nouveau client		

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

Section C : Évaluation financière et risques

a. Analyse financière

Qualité des données :

Les états financiers de Sarl SFC pour 2016, 2017 et 2018 sont audités par un auditeur externe, Yousfi Youcef, expert-comptable et commissaire au compte installé à Béjaïa. Les rapports de l'auditeur sont sans réserve. La société a également donné un bilan provisoire au 31/12/2019 ainsi que des projections au 31/12/2020.

1. Revenus et rentabilité :

Tableau 22. Revenus et rentabilité

Unité : M DZD

	2016	2017	2018	2019	Projection 2020
CA	1 166	1 221	1 185	900	1 158
Evolution du CA (%)	-	+ 4.71	-2.5 %	-25.53 %	+25.03 %
Marge commerciale	47.07 %	55.55 %	54.59 %	51.30 %	55.04 %
EBITDA⁷	247	217	192	163	304
Marge EBITDA	21.25 %	17.8 %	16.11 %	17.66 %	26.35 %
ICR⁸ : (EBIT⁹/Interest + Capitalized interest)	6.24 x	4.31 x	5.93 x	2.26 x	3.54 x
Résultat net	88	73	64	13	87

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

⁷ Désigne le bénéfice des entreprises avant que ne soient soustraits les intérêts, les impôts et taxes, les dotations aux amortissements et les provisions sur immobilisations.

⁸ Ratio de couverture des frais financiers par le résultat d'exploitation. Permet de mesurer la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes.

⁹ Désigne le bénéfice avant intérêts et impôts.

- Le niveau du CA est en baisse en 2018/2019 principalement en raison de la suppression d'une importante ligne de production complète représentant une partie importante de la capacité totale de fabrication de l'unité équivalente à 1 000 m²/jour. La nouvelle ligne est totalement installée, elle sera opérationnelle à partir de juin 2020. Toutefois, le niveau de ventes enregistré reste appréciable.
- L'entreprise enregistre un chiffre d'affaires total au cours de l'année 2020 (janvier-avril) : DZD 310 M soit - 50 % par rapport à 2019. Elle a également un bon niveau de demande des ménages s'élevant de DZD 400 M, pour la période mai - juillet.
- Malgré la baisse du niveau des ventes, la société enregistre un bon niveau de marge commerciale (plus de 5 % sur la période), ce niveau de MC est appréciable. L'entreprise a une relation historique avec ses fournisseurs, ce qui lui permet de négocier de bon prix d'achat. Cette tendance se maintiendra en 2021.
- Le niveau d'EBITDA suit la même tendance que l'activité, en baisse mais reste au bon niveau de DZD 192 M en 2018 et de DZD 163 M en 2019, il sera d'environ DZD 304 en 2020. Cependant, la marge EBITDA est stable à 16 % / 17 % depuis 2017, ce qui est un niveau appréciable, en 2020, la marge EBITDA sera de 26 %, ce qui est réaliste.
- La société atteint un bon taux de ICR : six fois en moyenne en 2018 et deux fois en 2019, le niveau d'EBIT est très apprécié. L'entreprise finance la majeure partie de son cycle d'exploitation par des fonds propres, les frais financiers ne dépassent pas DZD 13 M en 2019.
- Le résultat net est positif et à un niveau appréciable sur la période.

2. Gestion des actifs :

Tableau 23. Gestion des actifs

Unité : M DZD

ACC	2018		2019		Variation	31/12/2020		Variation
	Jours	Montant	Jours	Montant		Jours	Montant	
Clients	40	130	50	126	- 4	50	160	34
Stocks	233	135	383	98	- 37	239	75	- 23
Fournisseurs	82	121	54	66	- 55	11	16	- 50
ACC¹⁰	144		158		14	219		61
Δ ACC / CA					0.015			0.053

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

¹⁰ Est équivalent au BFR.

- **Clients** : Sarl SFC accorde un délai de paiement à ses clients qui ne peut excéder 90 jours selon la taille du client et le niveau de chiffre d'affaires réalisé avec eux. Cette politique de crédit permet à ses clients de régler leurs achats et d'effectuer de nouvelles commandes. En général, les paiements des clients se font sans incident (retard). Néanmoins les délais de rotation des créances clients restent au même niveau.
- **Stocks** : L'entreprise a un délai de rotation des stocks important : 383 jours en 2019, constitué principalement par le stock matières premières qui représente 340 jours. Etant un stock de sécurité important pour assurer la continuité de ses activités en cas de rupture principalement en fin d'année. La rotation des produits finis ne dépasse pas 43 jours en 2019, ce qui représente un bon taux de rotation pour cette industrie.
- **Fournisseurs** : La quasi-totalité des achats de l'entreprise (+80%) sont effectués par importation (remise documentaire ou L/C), le montant enregistré au bilan est relatif au solde de remises documentaires ou L/C programmées pour le paiement par la banque et non encore effectuées. La rotation des dettes fournisseur ne dépasse pas 90 jours sur la période analysée.
- **ACC** : l'entreprise enregistre une augmentation de son ACC en raison de l'augmentation des délais d'encaissement des créances client et de la diminution des délais fournisseurs, le besoin est lié à la nécessité de stockage afin de satisfaire une demande alimentée par l'interdiction d'importation de produits finis. Cependant, le ratio ACC/CA reste au même niveau, l'entreprise gère efficacement sa trésorerie, le recours au financement bancaire de ses besoins de fonctionnement est minime, constaté par le bon niveau du ICR.

3. Leverage et capacité d'endettement :

- **Leverage¹¹** :

Tableau 24. Evolution des fonds propres

Unité : M DZD

	2017	2018	2019	Projection 2020
Fonds propres	1 460	1 464	1 416	1 498
Δ fonds propres	-	+ 4	-48	+ 82
% Evolution	-	+0.3 %	- 3.27 %	+ 5.8 %
Fonds propres / Total Actif	74 %	73 %	54 %	63%

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

¹¹ Montant des dettes que l'entreprise utilise pour financer ses actifs.

- L'entreprise enregistre un bon niveau de fonds propres sur la période, la société distribue moins de 2% de dividendes en 2019. Le ratio fonds propres / Actif total est à un bon niveau 73 % en 2018 et 54 % en 2019, ce qui est un taux appréciable selon l'industrie de l'entreprise. L'entreprise prévoit de couvrir 63 % de son actif total par des fonds propres, ce qui est réaliste (engagement financier de maintenir les fonds propres à DZD 1 400 M au minimum en 2020).

- ◆ **Gearing and external Gearing¹²:**

Tableau 25. Taux d'endettement

	2016	2017	2018	2019	Projection 2020
Total Dette / fonds propres	0.41 x	0.35 x	0.37 x	0.85 x	0.58x
Total Dette bancaire / fonds propres	0.20 x	0.16 x	0.17 x	0.67 x	0.47 x

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

- L'entreprise a la capacité de financer une partie importante de ses immobilisations par des fonds propres. La société a recours à un financement bancaire CMT de DZD 498 M, pour financer ses équipements de fabrication (voir le **tableau 26**). Le ratio Dette totale / fonds propres est notable : inférieur à 1 pour une entreprise de fabrication ce ratio est appréciable.
- Le ratio Dette bancaire / fonds propres est à un bon niveau : 0,67 x en 2019 et 0,47 x en 2020. L'entreprise dispose d'un bon niveau d'endettement qui confirme la solidité de sa structure financière.

- ◆ **Ratio de liquidité restreinte et immédiate :**

Tableau 26. Ratio de liquidité restreinte et immédiate

	2017	2018	2019	Projection 2020
Ratio de liquidité restreinte	1.86	1.74	1.4	2.89
Ratio de liquidité immédiate	0.69	0.47	0.36	1.17

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

- La société enregistre un bon niveau de ratio de liquidité restreinte : 1,74 x en 2018, 1,4 x en 2019 et prévoit d'atteindre 2,89 x en 2020. Ce ratio indique la capacité de l'entreprise à payer

¹² Ratios mettant en évidence la solidité de la structure financière de l'entreprise au niveau de son bilan.

ses dettes courantes sans contrainte à court terme. Le ratio de liquidité immédiate a été maintenu à un niveau confortable, inférieur à 1. Les stocks de la société sont facilement liquides, le stock de la société et les autres actifs courants couvrent le passif courant de la société.

- **DSCR analysis**¹³

Tableau 27. Etude des cash flows

Unité : M DZD

Cash Available For Debt Service (CAFDS)		2019	2020
Profit cash drivers	EBITDA	163	305
	Change in BS Provision ¹⁴	-	-
	Any non-cash item ¹⁵	-	-
	Impôt	7	20
Total I		156	285
Δ ACC		14	61
CAPEX ¹⁶		-	-
Total II		142	224
Frais financiers		32	42
Dividendes		-	-
CPLTD ¹⁷		76	76
Total III		108	118
DSCR (Total II / Total III)		1.3 x	1.9 x

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

La société bénéficie d'un niveau de DSCR très confortable, qui est de plus d'une fois en 2019/2020. Ceci est dû à un niveau élevé de rentabilité et de trésorerie généré par l'activité.

¹³ Etude des cash flows

¹⁴ Variation des provisions.

¹⁵ Charges non décaissables.

¹⁶ Besoin d'investissement

¹⁷ Partie court terme des dettes à long terme.

b. Matrice SWOT

Tableau 28. Matrice SWOT

<p style="text-align: center;">Forces :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Un outil de production récent et un plan approprié pour l'activité ; · Un bon niveau de capital et de fond propre ; · Une bonne expérience de la famille Mendi dans l'industrie, et de son leadership ; · Une bonne organisation de l'entreprise et de son large réseau de distribution ; · Une qualité de produit exceptionnelle et des débouchés commerciaux abondants ; · Gamme de produits de plus en plus diversifiées ; · Engagement des partenaires dans le réinvestissement des bénéfices ; · Aucun risque de concentration : client et ou fournisseur. 	<p style="text-align: center;">Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Un degré élevé d'immobilisation des actifs, cependant, la société a un très bon niveau de capital. · Le poids des stocks, cependant l'entreprise a accès à un financement bancaire facilement pour financer son besoin en fonds de roulement.
<p style="text-align: center;">Opportunités :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Un secteur en plein essor grâce à la reprise du secteur du bâtiment ; · Aucune contrainte réglementaire en perspective ; · Aucun risque de substitution. 	<p style="text-align: center;">Menaces :</p> <p>Une concurrence accrue dans ce domaine qui pourrait générer des marges plus faibles à l'avenir, à noter que l'entreprise dispose de 4 unités de fabrication avec un équipement moderne et une très bonne notoriété.</p>

Source : Etabli à l'aide des informations fournies par la Bank ABC.

c. Avis et recommandation

Il s'agit d'une nouvelle entrée en relation avec une grande entreprise, ce qui représente un grand intérêt commercial pour ABC-A et spécialement pour l'agence, favorable pour les lignes proposée avec les conditions suivantes :

- CA confié à ABC-A : DZD 50 M / trimestre, à vérifier en 2021.
- Paiement des intérêts relatifs au découvert chaque trimestre.
- Fonds propres min : DZD 1 400 M, à vérifier avec le bilan fiscal et d'audit 2020 / 2021.

Section 3 : Analyse financière

L'analyse financière qui suit a été réalisée selon la méthode française classique telle qu'elle nous a été enseignée. Elle est établie sur la base des documents fournis par la banque et évalue la performance financière d'une entreprise désirent le financement de son exploitation. Mais avant d'entamer l'appréciation de ce dossier, il nous paraît essentiel de présenter une nouvelle fois l'affaire et de poser le contexte.

La Sarl Société Familiale de Céramique « SFC » est une société de production de céramiques sise à Bejaïa. Elle offre une large gamme de produits et détient une importante part de marché sur le territoire national. Elle développe continuellement son activité et ses produits à l'heure où le secteur de la construction connaît un essor fulgurant et où l'Etat impose des restrictions d'importation de biens produits localement.

La période étudiée est marquée par la fermeture de l'une des unités de production de la Sarl SFC d'une capacité de 1000 m²/jour, elle travaille donc exclusivement avec les trois autres unités en 2019. Elle prévoit, pour le mois de juin 2020, l'installation d'une nouvelle unité de production, avec une capacité productive de 4500 m²/jour (soit plus de 4 fois sa capacité antérieure).

Sa relation avec Bank ABC débute en juillet 2019 mais ce n'est qu'en mars 2020 qu'elle demande un crédit d'exploitation. L'information financière qu'elle fournit est constituée des bilans fiscaux de 2017 et 2018 ainsi que du bilan de 2019 établi par la comptabilité interne. Elle fournit également un bilan prévisionnel pour 2020 (tous ces documents sont répertoriés en annexes).

1 Approche globale

1.1 Bilan financier

Tableau 29. Bilan financier actif

Unité : DZD

A C T I F					
	2016	2017	2018	2019	2020
Actif stable	1313841568	1294159225	1296032298	2029068192	1657970000
<i>Valeurs immobilisées (VI)</i>					
Immobilisations incorporelles	186666	120334	54000	18000	54000
Terrains	695130000	695130000	695130000	695130000	695130000
Bâtiments	167332763	152780687	136998190	122276400	101096000
Autres immobilisations corporelles	422384940	383305358	322863762	248155931	861690000
Immobilisation encours	25317899	25317899	105680903	933950578	0
Prêts et autres actifs financiers non courants	3489300	27679300	28939300	27781300	0
Impôts différés actifs	10877260	9825647	6366143	1755983	0
Actif circulant	711782730	676299977	710717271	853105670	707590000
<i>Valeurs d'exploitation (VE)</i>					
Stocks et encours	408216966	413000062	481839132	584869031	416280000
<i>Valeurs réalisables (VR)</i>					
Clients	164548925	128354474	130322522	146725498	160000000
Autres débiteurs	29181383	33457723	36015218	23129150	36720000
Impôts et assimilés	10365838	12171210	26246032	45686545	9280000
<i>Valeurs disponibles (VD)</i>					
Trésoreries	99469618	89316508	36294367	52695446	85310000
TOTAL ACTIF	2036501558	1970459202	2006749569	2882173862	2365560000

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Tableau 30. Bilan financier passif

Unité : DZD

P A S S I F					
	2016	2017	2018	2019	2020
Capitaux permanents	1724679541	1683400355	1674602860	2152307694	2194336000
<i>Capitaux propres</i>					
Capital émis (compte de l'exploitant)	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000	1000000000
Primes et réserves (réserves consolidées)	230167889	236382556	256973419	283098958	263996000
Résultat net (résultat net part du groupe)	87291709	72214149	63968291	12087959	87385000
Autres capitaux propres - Report à nouveau	129674107	150751149	142374435	120217188	146455000
<i>Dettes à long et moyen terme (DLMT)</i>					
Emprunt et dettes financières	270542568	213373903	201902612	728813981	688000000
Impôts (différés et provisionnés)	7003268	10678598	9384103	8089608	8500000
Dettes à court terme	311822020	287058846	332146710	729866169	171224000
<i>Dettes à court terme (DCT)</i>					
Fournisseurs et comptes rattachés	110914658	109087668	121535241	288378503	15964000
Impôts	32827834	26427190	24644906	28985061	22380000
Autres dettes	144140108	133943988	145092433	175074956	110000000
Trésorerie passif	23939420	17600000	40874130	237427649	22880000
TOTAL PASSIF	2036501561	1970459201	2006749570	2882173863	2365560000

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

1.2 Bilan financier condensé**Tableau 31.** Bilan financier condensé actif

Unité : DZD

A C T I F	2016		2017		2018		2019		2020	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Actif stable	1324718828	65%	1294159225	66%	1296032298	65%	2029068192	70%	1657970000	70%
VI	1324718828	65%	1294159225	66%	1296032298	65%	2029068192	70%	1657970000	70%
Actif circulant	711782730	35%	676299977	34%	710717271	35%	853105670	30%	707590000	30%
VE	408216966	20%	413000062	21%	481839132	24%	584869031	20%	416280000	18%
VR	204096146	10%	173983407	9%	192583772	10%	215541193	7%	206000000	9%
VD	99469618	5%	89316508	5%	36294367	2%	52695446	2%	85310000	4%
Total Actif	2036501558	100%	1970459202	100%	2006749569	100%	2882173862	100%	2365560000	100%

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous remarquons que la proportion de la masse des actifs stables est invariable durant les trois premières années, elle augmente néanmoins en 2019 (70%) et l'entreprise prévoit le maintien de ce taux en 2020. Cela est principalement dû à l'augmentation de la valeur des immobilisations en cours (dont la proportion passe de 5% à 32% du total des actifs de 2018 à 2019).

Nous remarquons également le niveau bas du taux des disponibilités en 2018 et en 2019 comparativement au reste des années (correspondant au montant négatif de la trésorerie [calculées en **tableau 33**] pour ces deux années).

Tableau 32. Bilan financier condensé passif

Unité : DZD

P A S S I F	2016		2017		2018		2019		2020	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Capitaux permanents	1724679541	85%	1683400355	85%	1674602860	83%	2152307694	75%	2194336000	93%
Capitaux propres	1447133705	71%	1459347854	74%	1463316145	73%	1415404105	49%	1497836000	63%
DLMT	277545836	14%	224052501	11%	211286715	11%	736903589	26%	696500000	29%
Passif circulant	311822020	15%	287058846	15%	332146710	17%	729866169	25%	171224000	7%
DCT	311822020	15%	287058846	15%	332146710	17%	729866169	25%	171224000	7%
Total Passif	2036501561	100%	1970459201	100%	2006749570	100%	2882173863	100%	2365560000	100%

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

La proportion des capitaux permanents est stable durant les 3 premières années (85%) puis elle régresse en 2019. Nous remarquons néanmoins la forte augmentation du taux des DLMT, cette augmentation se rapporte à la mise en place d'un crédit moyen terme (CMT) en 2019 d'un montant de DZD 498 M.

Le pic de DCT constaté en 2019 est expliqué par la constitution d'un stock-outil durant cette année, en prévision des éventuelles ruptures de stock de matières premières qui pourraient nuire à l'exploitation de l'entreprise.

1.3 Les indicateurs de l'équilibre financier

Tableau 33. Calcul des indicateurs de l'équilibre financier

Unité : DZD

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
FR	399960713	389241130	378570562	123239502	536366000
BFRE	461851233	432266868	490626413	443216026	560316000
BFRHE	-137420721	-114742245	-107476089	-135244322	-86380000
BFR	324430512	317524623	383150324	307971704	473936000
Trésorerie	75530198	71716508	-4579763	-184732203	62430000

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Tableau 34. Vérification des équilibres financiers

Unité : DZD

Années	2016	2017	2018	2019	2020
FR = Actif à court terme - Passif à court terme	399960710	389241131	378570561	123239501	536366000
Trésorerie = FR - BFR	75530201	71716507	-4579762	-184732202	62430000

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous remarquons que le FR est positif durant les cinq années, ce qui indique que la règle de l'équilibre financier minimum est respectée.

Le BFR lui aussi est positif durant les cinq années mais il est totalement couvert par le FR durant les deux premières années, produisant une trésorerie positive, cette dernière est cependant négative durant les deux années qui suivent (bien qu'une reprise soit prévue pour 2020). Cette tendance est vérifiée par le ratio FR/BFR qui est supérieur à 1 en 2016, 2017 mais qui est inférieur à 1 en 2018 et 2019.

1.4 Les soldes intermédiaires de gestion

Tableau 35. Calcul des soldes intermédiaires de gestion

Unité : DZD

SIG	2016	2017	2018	2019	2020
Marge commerciale	0	0	0	0	0
Production de l'exercice	1186493826	1182891196	1195121036	1016632862	1157595000
Valeur ajoutée	561517636	525965719	503996274	440950278	609335000
Excédent brut d'exploitation	257270578	211761942	187097551	145829825	304449000
Résultat d'exploitation	121757625	120942811	96706019	57772296	149794000
Résultat courant avant impôt	104710239	94996280	81399669	16254255	107884000
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	87295213	72214157	63968298	12087963	87386000

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous notons d'emblais que la marge commerciale et le résultat exceptionnel sont nuls. Le premier est dû à la nature industrielle de l'activité de et le second se rapporte au fait que l'entreprise n'a exécuté aucune opération exceptionnelle durant la période étudiée.

Tableau 36. SIG rapportés au CA

SIG rapportés au CA	2016	2017	2018	2019	2020
Production de l'exercice	102%	97%	101%	113%	100%
Valeur ajoutée	48%	43%	43%	49%	53%
Excédent brut d'exploitation	22%	17%	16%	16%	26%
Résultat d'exploitation	10%	10%	8%	6%	13%
Résultat courant avant impôt	9%	8%	7%	2%	9%
Résultat de l'exercice	7%	6%	5%	1%	8%

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

L'ensemble des soldes rapportés au CA sont relativement stables durant la période, à l'exception des deux taux du RCAI et du résultat de l'exercice pour l'année 2019 qui baissent fortement (respectivement 2% et 1% du CA seulement).

En 2019, le déclin prononcé du niveau des soldes est entièrement lié à la baisse du CA engendrée par la fermeture de l'unité de production, privant la Sarl SFC d'une part importante de ses revenus. Celle-ci réussit néanmoins à générer un résultat bénéficiaire malgré le maintien du niveau des charges d'exploitation et l'augmentation des charges financières.

L'installation de la nouvelle unité de fabrication rend les prévisions pour 2020 plausibles d'autant plus que sa capacité de production est quadruplée.

1.5 Capacité d'autofinancement par les deux méthodes

Tableau 37. Calcul de la CAF par la méthode soustractive

Unité : DZD

	2016	2017	2018	2019	2020
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	257270578	211761942	187097551	145829825	304449000
Transfert de charges d'exploitation					
Autres produits d'exploitation	1008071	1342534	581486	483279	0
Autres charges d'exploitation	15296869	5042660	2845707	379402	0
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun					
Produits financiers	4165737	2781383	1200715	458860	590000
Charges financières	21213123	28727914	16507065	41976901	42500000
Produits exceptionnels	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0
Participation des salariés au résultat					
Impôts sur les bénéfices	17415026	22782123	17431371	4166292	20498000
Capacité d'autofinancement	208519368	159333162	152095609	100249369	242041000

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Tableau 38. Calcul de la CAF par la méthode additive

Unité : DZD

	2016	2017	2018	2019	2020
Résultat net de l'exercice	87291713	72214157	63968298	12087963	87386000
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	126724155	93619005	94627311	94661406	154655000
Reprise sur amortissements, dépréciation et provisions	5500000	6500000	6500000	6500000	0
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés					
Prix de cession des éléments d'actifs cédés					
Quotes-parts des subventions d'investissement virées...					
Capacité d'autofinancement	208515868	159333162	152095609	100249369	242041000

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

L'entreprise enregistre une baisse de sa CAF d'une année à l'autre (avec une prévision de reprise en 2020) elle reste cependant d'un niveau appréciable. Le rapprochement de la CAF

aux emprunts financiers confirme l'augmentation de ces derniers en 2019, tel qu'illustré dans le **tableau 39**.

Tableau 39. CAF rapprochée des emprunts financiers

	2016	2017	2018	2019	2020
CAF/Emprunts et dettes financière	77%	75%	75%	14%	35%

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

2 Approche relative

2.1 Les ratios de répartition de la VA

Tableau 40. Calcul des ratios de répartition de la VA

NATURE	2016	2017	2018	2019	2020
Personnel	51%	56%	59%	63%	48%
Etat	7%	7%	7%	4%	6%
Associés	11%	11%	12%	1%	10%
Prêteurs	4%	5%	3%	10%	7%
Entreprise	26%	19%	18%	22%	30%

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

De prime abord, nous remarquons le niveau très élevé du ratio de rémunération du personnel, c'est un taux commun aux entreprises industrielles et est plus ou moins élevé selon le degré d'intégration du processus de production.

Ensuite, la part de VA qui revient à l'Etat demeure relativement stable et elle est à son minimum en 2019, la part revenant aux prêteurs est aussi relativement faible et atteint son maximum en 2019 (10%). Ce double constat revient d'une part à la forte augmentation du niveau de l'emprunt en 2019 et d'autre part à la chute du niveau de CA se répercutant sur le résultat de l'exercice et minimisant l'impôt sur ce dernier.

Quant à la part revenant aux associés, celle-ci est raisonnable compte tenu des fonds propres que détient la Sarl SFC.

Enfin, nous notons que la part de VA revenant à l'entreprise est très appréciable, c'est le ratio de répartition de la VA le plus élevé après la rémunération du facteur travail ce qui traduit le bon niveau de CAF enregistré.

2.2 Les ratios d'évolution de l'activité

Tableau 41. Calcul des ratios de l'évolution de l'activité

NATURE	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de croissance du CAHT	-	5%	-3%	-24%	29%
Taux de croissance de la VA	-	-6%	-4%	-13%	38%
Taux d'intégration	48%	43%	43%	49%	53%

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous remarquons que le niveau du CA est très fluctuant, il augmente en 2017 puis baisse durant deux années consécutives (notamment en 2019) et on prévoit son augmentation en 2020.

Le niveau de la VA quant à lui est fortement influencé par la baisse du CA et par la hausse des charges d'exploitation, il baisse d'année en année sauf pour 2020.

Nous notons que le taux d'intégration maintient un niveau plutôt stable, il fait ressortir le fait que la VA représente grosso modo la moitié du CA. Ce taux élevé reflète la part importante de la main d'œuvre dans le processus et reste dans les normes du secteur industriel.

2.3 Les ratios de rotation

Tableau 42. Calcul des ratios de rotation

NATURE	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio d'écoulement des matières premières	-	169 j	188 j	-	-
Ratio d'écoulement des produits finis	-	62 j	84 j	-	-
Ratio d'écoulement des créances	43 j	32 j	33 j	49 j	42 j
Ratio d'écoulement des dettes fournisseurs	55 j	51 j	54 j	154 j	-

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous tenons à préciser que le manque de données nécessaires à l'évaluation du ratio d'écoulement des MP et des produits finis est à l'origine de l'information pauvre présentée ci-dessus. Toutefois, le ratio d'écoulement des MP en 2017 et 2018 suffit à nous renseigner sur la très longue durée de stockage qu'observe l'entreprise concernant les MP (plus de 6 mois en 2018) ce qui est dû au fait que l'entreprise se constitue des stocks de sécurité car 80% de ses achats sont importés.

Nous notons par ailleurs que le ratio d'écoulement des créances est plutôt stable et moindre s'il est confronté au ratio d'écoulement des dettes fournisseurs, ce qui constitue un très bon indicateur de liquidité et de solvabilité de l'entreprise.

2.4 Les ratios de rentabilité

Tableau 43. Calcul des ratios de rentabilité

NATURE	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de croissance du résultat net	-	-17%	-11%	-81%	623%
Taux de marge brute	22%	17%	16%	16%	26%
Taux de marge nette	7%	6%	5%	1%	8%
Rentabilité financière	6%	5%	4%	1%	6%

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous remarquons une décroissance prononcée du résultat net de l'entreprise et notamment en 2019 (1% seulement du CA). La Sarl SFC prévoit néanmoins de multiplier son résultat par 7 l'année suivante.

Le taux de marge brute se maintient à un taux d'environ 16% de 2017 à 2019, il traduit la stabilité de l'exploitation de l'entreprise par rapport au CA qu'elle réalise. Quant à la rentabilité financière, celle-ci reste moyenne et fluctue autour de 6%.

2.5 Les ratios de liquidité

Tableau 44. Calcul des ratios de liquidité

NATURE	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio de liquidité générale	2,28	2,36	2,14	1,17	4,13
Ratio de liquidité restreinte	0,97	0,92	0,69	0,37	1,70
Ratio de liquidité immédiate	0,32	0,31	0,11	0,07	0,50
Couverture de l'actif circulant par le FR	0,56	0,58	0,53	0,14	0,76
Evolution du FR	124 j	115 j	115 j	49 j	167 j
Evolution du BFR	100 j	94 j	116 j	123 j	147 j

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous notons que les ratios de liquidité générale, restreinte et immédiate suivent la même tendance baissière de 2016 à 2019. Les taux sont toutefois appréciables pour les trois premières années. Nous remarquons également que la liquidité en 2019 est très affectée par la forte augmentation des dettes fournisseurs et de la trésorerie du passif qui, pour rappel, financent le stock de sécurité.

Concernant les indicateurs de l'équilibre financier, le double constat de la baisse de la valeur relative du FR et de la hausse de la valeur relative du BFR traduit la détérioration du niveau de la trésorerie notamment en 2018 et 2019.

2.6 Les ratios de structure

Tableau 45. Calcul des ratios de structure

NATURE	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio de couverture des capitaux investis	0,97	0,98	0,94	0,87	0,99
Taux d'endettement financier	0,19	0,15	0,14	0,51	0,46
Taux d'endettement net	0,12	0,09	0,11	0,48	0,40

Source : Etabli à l'aide des documents fournis par la Bank ABC.

Nous remarquons que le niveau du ratio de couverture des capitaux investis est plutôt stable et se rapproche de 1 reflétant ainsi le fait que les ressources à long terme couvrent presque entièrement les emplois stables ainsi que le BFRE.

Les deux taux d'endettement financier et d'endettement net restent stables les trois premières années mais augmentent fortement en 2019 en raison de l'augmentation des DLMT cette année. Le niveau de ce taux reste tout de même appréciable, il ne dépasse pas les 50% du niveau des fonds propres. La capacité d'endettement de l'entreprise reste de ce fait importante.

Pour résumer, nous notons que l'ensemble des indicateurs et des ratios reflètent une baisse de l'activité de l'entreprise, notamment en 2019, année où l'entreprise enregistre son résultat le plus bas sur la période étudiée. La liquidité de l'entreprise se détériore également en 2018 et 2019 avec une trésorerie négative pour ces deux années.

Cependant la structure financière de l'entreprise demeure équilibrée avec un taux de couverture des capitaux investis légèrement inférieur à 1 et un niveau appréciable de capacité d'endettement.

L'entreprise envisage par ailleurs une nette amélioration de son activité et de sa rentabilité en 2020, il est cependant important de s'interroger sur la viabilité de cette prévision, notamment en considération de la crise sanitaire actuelle liée au Covid-19.

3 Conclusion et recommandations

Pour conclure, après analyse des états financiers par les approches globales puis relative qui révèlent la solidité de la structure financière de la Sarl SFC, et en prenant en compte le calcul des lignes effectué dans le rapport de crédit nous sommes d'avis favorable à la mise en place des lignes de crédit suivantes :

- Lettre de crédit à vue et à différé à hauteur de DZD 10 M ;
- Refinancement de L/C, remise documentaire, frais de douane et taxes à hauteur de DZD 90 M ;
- Escompte de traites à hauteur de DZD 100 M ;
- Découvert simple à hauteur de DZD 50 M.

Pour rappel, le chargé d'étude est favorable à l'octroi des crédits sollicités par la Sarl SFC avec les garanties mentionnées et à hauteur des montants précités à l'exception de la L/C et des frais de douane et taxes (DZD 250 M) que nous estimons excéder au besoin de la société.

Conclusion générale

C'est au terme de ce travail combinant recherche et application que nous sommes en mesure d'apporter des éléments de réponse aux interrogations formulées en préambule.

Du fait que les entreprises se tournent systématiquement vers le crédit pour combler les décalages de trésorerie liés à leur exploitation, il est indispensable pour la banque de cerner l'origine de ces décalages afin de proposer les modes de financement les plus adéquats. Ils se présentent dans notre cas sous deux catégories distinctes : les crédits par caisse et les crédits par signature.

Ainsi, la banque doit d'abord effectuer une recherche minutieuse auprès de ses clients afin d'en donner une appréciation autant objective que subjective et peut, à cet effet, s'aider de la notation financière attribuée par les agences de rating, comme c'est le cas pour la Bank ABC. Elle aboutit son travail par l'étude des états financiers dont elle discerne les éléments grâce à une batterie de ratios.

A ce sujet, la confrontation du rapport de crédit (selon Bank ABC) à notre analyse nous a permis de mettre en évidence ces quelques points :

- Premièrement, tandis que la méthode française, que nous employons dans notre travail, priorise l'analyse des états financiers ; la méthode anglo-saxonne, qu'utilise Bank ABC, se focalise en premier lieu sur l'activité de l'entreprise (son environnement, sa stratégie, le produit qu'elle propose, le marché sur lequel elle évolue, ses prévisions, etc.) s'ensuit l'évaluation de la qualité des états financiers puis l'étude de la rentabilité et des risques à l'aide d'indicateurs et de ratios qui lui sont propres.
- Deuxièmement, nous constatons que lesdits indicateurs n'incluent pas de notions telles que le FR, le BFR, la TR, ou encore les SIG. Il existe néanmoins des concepts qui s'en rapprochent, à l'instar de l'ACC, de l'EBITDA et de l'EBIT qui sont souvent comparés au BFR, à l'EBE et au résultat d'exploitation respectivement.
- Enfin nous notons que Bank ABC accorde une attention particulière à des paramètres tels que le risque et le recouvrement de ses prêts, mesurés par le RAROC et le ICR par exemple.

C'est donc sur la base de ces remarques que nous sommes en mesure de confirmer les hypothèses avancées en introduction générale. En effet la banque (et de surcroît Bank ABC) effectue son analyse selon une méthode qui lui est propre, cette dernière est aussi bel et bien axée sur l'étude des risques qui entourent l'octroi de crédits d'exploitation.

Pour finir, notre recherche n'a fait qu'attiser notre curiosité quant à la finance anglaise, celle-ci reste pour nous à découvrir.

Bibliographie

Ouvrages

- BARREAU, J et DELAHAYE, J. *Gestion financière* 4^e Edition. Paris : Dunod, 1995.
- BAZET, Jean-Luc, FAUCHER, Pascal. *DCG Finance d'entreprise* 6^e édition. Paris : Nathan, 2009.
- BEITONE, Alain *et al.* *Dictionnaire de science économique* 3^e édition. Tizi Ouzou : Mehdi, 2013.
- BENHALIMA, Ammour. *Lexique de banque*. Alger : Dahlab, 2000.
- BERNET-ROLLANDE, Luc. *Principes de technique bancaire*. 24^e édition. Paris : Dunod, 2006.
- CHARREAUX, Gérard. *Finance d'entreprise*. Caen : EMS, 2000.
- DE LA BRUSLERIE, Hubert. *Analyse financière : Information financière, évaluation, diagnostic* 4^e édition. Paris : Dunod, 2010.
- EGLEM, Jean-Yves *et al.* *Analyse comptable et financière*. Paris : Dunod, 2000.
- FORGET, Jack. *Gestion de trésorerie*. Edition d'Organisation. Paris, 2005.
- LEGROS, Georges. *Mini manuel de finance d'entreprise*. Paris : Dunod, 2010.
- OGIEN, Dov. *Maxi fiches de gestion financière de l'entreprise*. Paris : Dunod, 2008.

Sites internet

- Bank-abc.com. Présentation de la Bank ABC Algérie [en ligne]. Disponible sur < <https://www.bank-abc.com/world/Algeria/Fr/Pages/default.aspx> >. Consulté le 10.08.2020.
- Bdc.ca. Ratio de rotation des stocks [en ligne]. Disponible sur < <https://www.bdc.ca/fr/articles-outils/boite-outils-entrepreneur/evaluation-entreprise/pages/rotation-stocks-outil-analyse-comparative.aspx> >. Consulté le 19.05.2020.
- Bna.dz. Documents constitutifs d'un dossier de crédit d'exploitation [en ligne]. Disponible sur < <https://www.bna.dz/images/pdf/Credit/Crdit-dexploitation.pdf> >. Consulté le 20.08.2020.
- CLERMONT, Thibaut. La trésorerie nette : Définition, calcul et intérêt [en ligne]. Disponible sur < <https://www.compta-facile.com/tresorerie-nette-tn-definition-calcul-et-interet/> >. Consulté le 20.03.2020.
- CLERMONT, Thibaut. Le fonds de roulement net global (FRNG) : Définition, calcul et intérêt [en ligne]. Disponible sur < <https://www.compta-facile.com/fonds-de-roulement-fr-definition-calcul-interet/> >. Consulté le 19.03.2020.

- CLERMONT, Thibaut. Les états financiers d'une entreprise [en ligne]. Disponible sur <<https://www.compta-facile.com/etats-financiers-d-une-entreprise/>> Consulté le 10.06.2020.
- Cnrtl.fr. Accréditif [en ligne]. Disponible sur <<https://www.cnrtl.fr/definition/accr%C3%A9ditif>>. Consulté le 31.08.2020.
- Debitoor.fr. Ratio de rotation – Qu'est-ce qu'un ratio de rotation ? [en ligne]. Disponible sur <<https://debitoor.fr/termes-comptables/ratio-de-rotation>>. Consulté 19.05.2020.
- Disnat.com. Ratio du fonds de roulement (ratio de liquidité générale). Disponible sur <<https://www.disnat.com/centre-apprentissage/notions-bourse/1-analyse-des-ratios/ratio-du-fonds-de-roulement-ratio-de-liquidite-generale#:~:text=Indique%20si%20une%20entreprise%20dispose,pour%20couvrir%20son%20passif%20exigible.>>. Consulté le 14.06.2020.
- iutenligne.net. Les ratios d'analyse de l'activité et du résultat. Disponible sur <http://public.iutenligne.net/gestion/gestion-financiere/antraigue_januario/partie1_ana_doc_synthese_821-S2/sansmenu/GEST-P01-R09/CHAPITRE-06/index.html>. Consulté le 18.05.2020.
- KHELFA, Dalila. Les sûretés dans le droit positif algérien obstacles ou leviers de développement des entreprises [pdf]. Disponible sur <<http://www.fce.dz/wp-content/uploads/2015/09/les-suretes-dans-le-droit-positif-algerien-3.pdf>>. Consulté le 09.04.2020.
- Lafinancepourtous.com. La banque à quoi ça sert ? [en ligne]. Disponible sur <<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/acteurs-de-la-finance/banque/la-banque-a-quoi-ca-sert/>>. Consulté le 06.04.2020.
- Lafinancepourtous.com. La banque à quoi ça sert ? [en ligne]. Disponible sur <<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/acteurs-de-la-finance/banque/la-banque-a-quoi-ca-sert/>>. Consulté le 21.04.2020.
- Mataf.net. Cautionnement simple [en ligne]. Disponible sur <<https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/cautionnement-simple>>. Consulté le 12.04.2020.
- Mataf.net. Banque universelle [en ligne]. Disponible sur <<https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/banque-universelle>>. Consulté le 21.04.2020.
- MATTOUT, Jean Pierre. Droit bancaire international ; *citée dans* Boudiaf-avocats.com. Les garanties à première demande [en ligne]. Disponible sur <<https://www.boudiaf-avocats.com/blog.php/2008/02/28/15-les-garanties-premiere-demande.htm>>. Consulté le 13.04.2020.
- Moodyanalytics.com. Crédit Origination Solutions [en ligne]. Disponible sur <<https://www.moodyanalytics.com/solutions-overview/credit-origination>>. Consulté le 26.04.2020.

- Petite-entreprise.net. Notion de Besoin en Fonds de Roulement (BFR) [en ligne]. Disponible sur <<https://www.petite-entreprise.net/P-3555-134-G1-notion-de-besoin-de-fonds-de-roulement.html>>. Consulté le 15.03.2020.
- Rachatducredit.com. Banque de premier et de second rang (définition) [en ligne]. Disponible sur <<https://www.rachatducredit.com/definition-banque-de-second-rang-97978.html>>. Consulté le 20.04.2020.

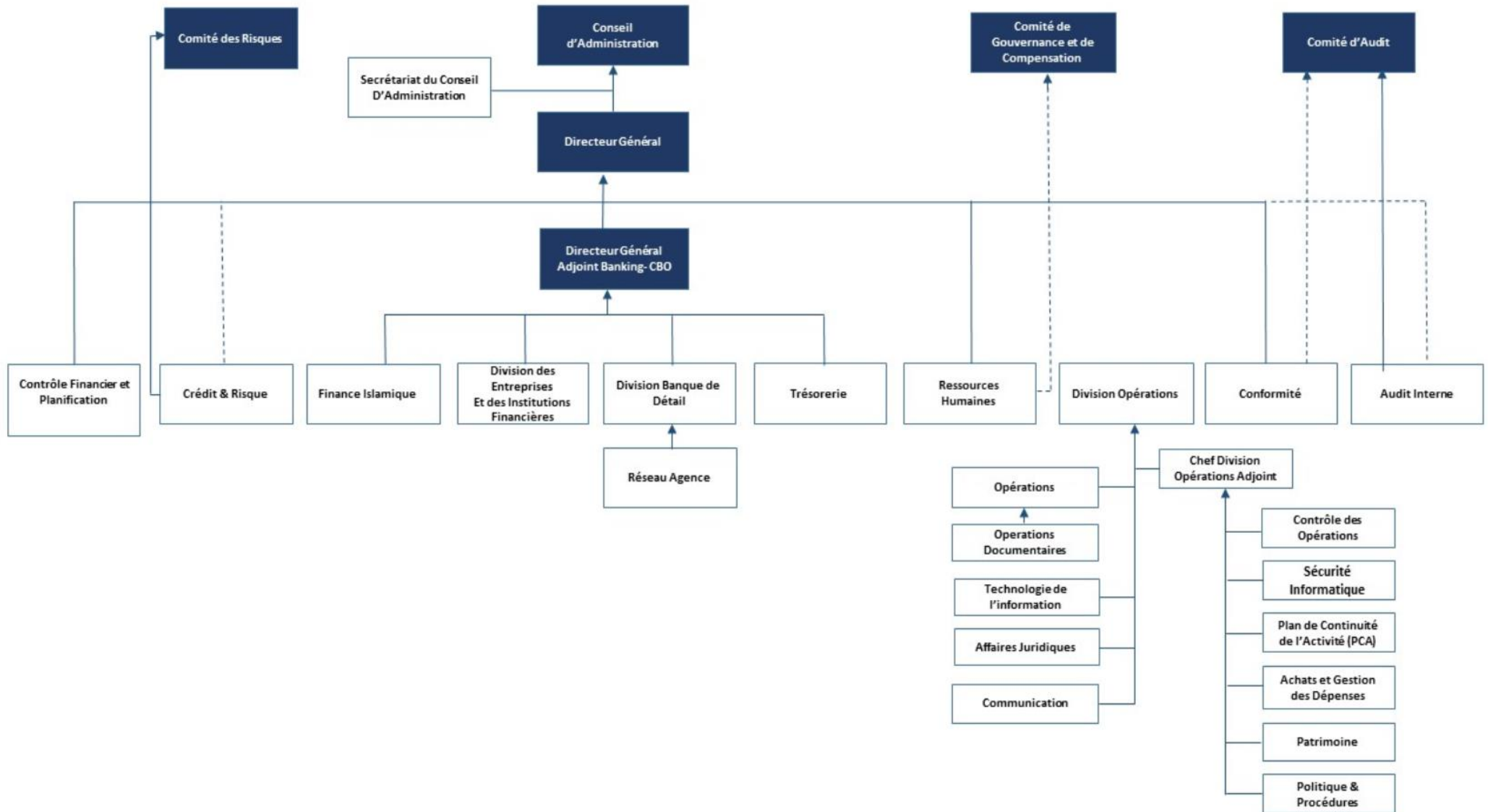
Articles de loi :

- Code civil.
- Code de commerce.
- Décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- Loi n° 17-04 du 16 février 2017 portant code des douanes.
- Loi n° 62-144 du 13 décembre 1962 portant création et fixant les statuts de la Banque Centrale d'Algérie.
- Loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.
- Ordonnance n° 96-09 du 10 janvier 1996 relative au crédit-bail.
- Ordonnance n° 03-12 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.

Liste des annexes

Annexe I : Organigramme de Bank ABC	101
Annexe II : Bilan comptable actif 2017	102
Annexe III : Bilan comptable passif 2017	103
Annexe IV : Compte de résultat 2017 (1/2)	104
Annexe V : Compte de résultat 2017 (2/2)	105
Annexe VI : Bilan comptable actif 2018	106
Annexe VII : Bilan comptable passif 2018	107
Annexe VIII : Compte de résultat 2018 (1/2)	108
Annexe IX : Compte de résultat 2018 (2/2)	109
Annexe X : Bilan comptable actif 2019	110
Annexe XI : Bilan comptable passif 2019	111
Annexe XII : Compte de résultat 2019 (1/2)	112
Annexe XIII : Compte de résultat 2019 (2/2)	113
Annexe XIV : Bilan prévisionnel actif 2020	114
Annexe XV : Bilan prévisionnel passif 2020	115
Annexe XVI : Compte de résultat prévisionnel 2020	116

Annexe I : Organigramme de Bank ABC



Annexe II : Bilan comptable actif 2017

ACTIF	2017			2016
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecarts d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles	420 000	299 666	120 333	186 666
Immobilisations corporelles				
Terrains	695 130 000		695 130 000	695 130 000
Bâtiments	295 421 049	142 640 362	152 780 686	167 332 763
Autres immobilisations corporelles	1 614 623 233	1 231 317 875	383 305 358	422 384 940
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours	25 317 899		25 317 899	25 317 899
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées	46 000 000	46 000 000		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants	27 679 300		27 679 300	3 489 300
Impôts différés actif	9 825 647		9 825 647	10 877 260
TOTAL ACTIF NON COURANT	2 714 417 131	1 420 257 904	1 294 159 226	1 324 718 831
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	413 000 062		413 000 062	408 216 966
Créances et emplois assimilés				
Clients	128 354 474		128 354 474	164 548 925
Autres débiteurs	33 457 723		33 457 723	29 181 383
Impôts et assimilés	12 171 210		12 171 210	10 365 838
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	89 316 508		89 316 508	99 469 618
TOTAL ACTIF COURANT	676 299 978		676 299 978	711 782 731
TOTAL GENERAL ACTIF	3 390 717 110	1 420 257 904	1 970 459 205	2 036 501 563

Annexe III : Bilan comptable passif 2017

	2017	2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis	1 000 000 000	1 000 000 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	236 382 556	230 167 889
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	72 214 149	87 291 709
Autres capitaux propres - Report à nouveau	150 751 149	129 674 107
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL I	1 459 347 855	1 447 133 706
PASSIFS NON-COURANTS		
Emprunts et dettes financières	213 373 903	270 542 568
Impôts (différés et provisionnés)	10 678 598	7 003 268
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL II	224 052 501	277 545 836
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	109 087 668	110 914 658
Impôts	26 427 190	32 827 834
Autres dettes	133 943 988	144 140 108
Trésorerie passif	17 600 000	23 939 420
TOTAL III	287 058 848	311 822 021
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	1 970 459 205	2 036 501 563

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

Annexe IV : Compte de résultat 2017 (1/2)

RUBRIQUES		2017		2016	
		DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises					
Production vendue	Produits fabriqués		1 220 466 933		1 165 420 219
	Prestations de services				
	Vente de travaux				
Produits annexes					
Rabais, remises, ristournes accordés					
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes			1 220 466 933		1 165 420 219
Production stockée ou déstockée		37 575 737			21 073 607
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
I-Production de l'exercice			1 182 891 196		1 186 493 826
Achats de marchandises vendues					
Matières premières		444 554 487		431 621 235	
Autres approvisionnements		97 989 473		75 395 093	
Variations des stocks					
Achats d'études et de prestations de services		10 800		3 500	
Autres consommations		84 020 753		88 687 580	
Rabais; remises, ristournes obtenus sur achats			1 772		
Services extérieurs	Sous-traitance générale	916			
	Locations	8 512 364		3 612 000	
	Entretien, réparations et maintenance	6 693 614		11 631 892	
	Primes d'assurances	3 257 185		3 742 316	
	Personnel extérieur à l'entreprise				
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	3 960 983		2 935 250	
	Publicité	1 046 990		747 410	
	Déplacements, missions et réceptions	2 833 526		2 583 230	
Autres services		4 046 158		4 020 184	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs					
II-Consommations de l'exercice		656 925 482		624 979 691	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			525 965 713		561 514 134

..../.. la suite sur la page suivante

Annexe V : Compte de résultat 2017 (2/2)

RUBRIQUES	2017		2016	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Charges de personnel	293 546 894		287 467 327	
Impôts et taxes et versements assimilés	20 656 883		16 779 731	
IV-Excédent brut d'exploitation		211 761 935		257 267 075
Autres produits opérationnels		1 342 534		1 008 071
Autres charges opérationnelles	5 042 660		15 296 869	
Dotations aux amortissements	93 619 005		126 724 155	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions		6 500 000		5 500 000
V-Résultat opérationnel		120 942 804		1 175 412
Produits financiers		2 781 383		4 165 737
Charges financières	28 727 914		21 213 123	
VI-Résultat financier	25 946 531		17 047 385	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		94 996 273		104 706 735
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats	18 055 180		20 599 936	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire	4 726 943			3 184 910
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		72 214 149		87 291 709

(*) A détailler sur état annexe à joindre

Annexe VI : Bilan comptable actif 2018

ACTIF	2018			2017
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles	420 000	366 000	54 000	120 333
Immobilisations corporelles				
Terrains	695 130 000		695 130 000	695 130 000
Bâtiments	295 421 049	158 422 859	136 998 190	152 780 686
Autres immobilisations corporelles	1 634 959 576	1 312 095 814	322 863 762	383 305 358
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours	105 680 903		105 680 903	25 317 899
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées	46 000 000	46 000 000		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants	28 939 300		28 939 300	27 679 300
Impôts différés actif	6 366 143		6 366 143	9 825 647
TOTAL ACTIF NON COURANT	2 812 916 973	1 516 884 673	1 296 032 299	1 294 159 226
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	481 839 132		481 839 132	413 000 062
Créances et emplois assimilés				
Clients	130 322 522		130 322 522	128 354 474
Autres débiteurs	36 015 218		36 015 218	33 457 723
Impôts et assimilés	26 246 032		26 246 032	12 171 210
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	36 294 367		36 294 367	89 316 508
TOTAL ACTIF COURANT	710 717 274		710 717 274	676 299 978
TOTAL GENERAL ACTIF	3 523 634 247	1 516 884 673	2 006 749 574	1 970 459 205

Annexe VII : Bilan comptable passif 2018

	2018	2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis	1 000 000 000	1 000 000 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	256 973 419	236 382 556
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	63 968 291	72 214 149
Autres capitaux propres - Report à nouveau	142 374 435	150 751 149
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL I	1 463 316 146	1 459 347 855
PASSIFS NON-COURANTS		
Emprunts et dettes financières	201 902 612	213 373 903
Impôts (différés et provisionnés)	9 384 103	10 678 598
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL II	211 286 715	224 052 501
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	121 535 241	109 087 668
Impôts	24 644 906	26 427 190
Autres dettes	145 092 433	133 943 988
Trésorerie passif	40 874 130	17 600 000
TOTAL III	332 146 712	287 058 848
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	2 006 749 574	1 970 459 205

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

Annexe VIII : Compte de résultat 2018 (1/2)

RUBRIQUES		2018		2017	
		DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises					
Production vendue	Produits fabriqués		1 184 510 055		1 220 466 933
	Prestations de services				
	Vente de travaux				
Produits annexes					
Rabais, remises, ristournes accordés					
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes			1 184 510 055		1 220 466 933
Production stockée ou déstockée			10 610 981	37 575 737	
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
I-Production de l'exercice			1 195 121 037		1 182 891 196
Achats de marchandises vendues					
Matières premières		463 646 164		444 554 487	
Autres approvisionnements		78 998 627		97 989 473	
Variations des stocks					
Achats d'études et de prestations de services		62 095		10 800	
Autres consommations		92 321 497		84 020 753	
Rabais; remises, ristournes obtenus sur achats					1 772
Services extérieurs	Sous-traitance générale	26 063		916	
	Locations	5 328 729		8 512 364	
	Entretien, réparations et maintenance	7 003 978		6 693 614	
	Primes d'assurances	4 227 108		3 257 185	
	Personnel extérieur à l'entreprise				
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	3 560 404		3 960 983	
	Publicité	148 182		1 046 990	
	Déplacements, missions et réceptions	2 754 259		2 833 526	
Autres services		33 047 656		4 046 158	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs					
II-Consommations de l'exercice		691 124 767		656 925 482	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			503 996 269		525 965 713

Annexe IX : Compte de résultat 2018 (2/2)

RUBRIQUES	2018		2017	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Charges de personnel	296 390 385		293 546 894	
Impôts et taxes et versements assimilés	20 508 338		20 656 883	
IV-Excédent brut d'exploitation		187 097 544		211 761 935
Autres produits opérationnels		581 486		1 342 534
Autres charges opérationnelles	2 845 707		5 042 660	
Dotations aux amortissements	94 627 311		93 619 005	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions		6 500 000		6 500 000
V-Résultat opérationnel		96 706 013		120 942 804
Produits financiers		1 200 715		2 781 383
Charges financières	16 507 065		28 727 914	
VI-Résultat financier	15 306 349		25 946 531	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		81 399 663		94 996 273
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats	15 266 363		18 055 180	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire	2 165 008		4 726 943	
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		63 968 291		72 214 149

Annexe X : Bilan comptable actif 2019

ACTIF	2019			2018
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles	420 000	402 000	18 000	54 000
Immobilisations corporelles				
Terrains	695 130 000		695 130 000	695 130 000
Bâtiments	295 421 049	173 144 649	122 276 400	136 998 190
Autres immobilisations corporelles	1 638 714 336	1 390 558 405	248 155 931	322 863 762
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours	933 950 578		933 950 578	105 680 903
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées	46 000 000	46 000 000		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants	27 781 300		27 781 300	28 939 300
Impôts différés actif	1 755 983		1 755 983	6 366 143
TOTAL ACTIF NON COURANT	3 639 173 249	1 610 105 054	2 029 068 194	1 296 032 299
ACTIF COURANT				
Stocks et encours	584 869 031		584 869 031	481 839 132
Créances et emplois assimilés				
Clients	146 725 498		146 725 498	130 322 522
Autres débiteurs	23 129 150		23 129 150	36 015 218
Impôts et assimilés	45 686 545		45 686 545	26 246 032
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	52 695 446		52 695 446	36 294 367
TOTAL ACTIF COURANT	853 105 671		853 105 671	710 717 274
TOTAL GENERAL ACTIF	4 492 278 920	1 610 105 054	2 882 173 866	2 006 749 574

Annexe XI : Bilan comptable passif 2019

	2019	2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis	1 000 000 000	1 000 000 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	283 098 958	256 973 419
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	12 087 959	63 968 291
Autres capitaux propres - Report à nouveau	120 217 188	142 374 435
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL I	1 415 404 106	1 463 316 146
PASSIFS NON-COURANTS		
Emprunts et dettes financières	728 813 981	201 902 612
Impôts (différés et provisionnés)	8 089 608	9 384 103
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL II	736 903 589	211 286 715
PASSIFS COURANTS:		
Fournisseurs et comptes rattachés	288 378 503	121 535 241
Impôts	28 985 061	24 644 906
Autres dettes	175 074 956	145 092 433
Trésorerie passif	237 427 649	40 874 130
TOTAL III	729 866 171	332 146 712
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	2 882 173 866	2 006 749 574

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

Annexe XII : Compte de résultat 2019 (1/2)

RUBRIQUES		2019		2018	
		DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises					
Production vendue	Produits fabriqués		899 416 413		1 184 510 055
	Prestations de services				
	Vente de travaux				
Produits annexes					
Rabais, remises, ristournes accordés					
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes			899 416 413		1 184 510 055
Production stockée ou déstockée			26 473 126		10 610 981
Production immobilisée			90 743 323		
Subventions d'exploitation					
I-Production de l'exercice			1 016 632 863		1 195 121 037
Achats de marchandises vendues					
Matières premières		362 184 003		463 646 164	
Autres approvisionnements		91 991 031		78 998 627	
Variations des stocks					
Achats d'études et de prestations de services				62 095	
Autres consommations		82 885 543		92 321 497	
Rabais; remises, ristournes obtenus sur achats					
Services extérieurs	Sous-traitance générale	22 220		26 063	
	Locations	4 848 200		5 328 729	
	Entretien, réparations et maintenance	4 704 078		7 003 978	
	Primes d'assurances	5 485 650		4 227 108	
	Personnel extérieur à l'entreprise	1 787 560			
	Rémunération d'Intermédiaires et honoraires	6 505 531		3 560 404	
	Publicité	266 610		148 182	
	Déplacements, missions et réceptions	1 045 840		2 754 259	
Autres services		13 956 318		33 047 656	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs					
II-Consommations de l'exercice		575 682 587		691 124 767	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			440 950 276		503 996 269

../.. la suite sur la page suivante

Annexe XIII : Compte de résultat 2019 (2/2)

RUBRIQUES	2019		2018	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Charges de personnel	278 677 375		296 390 385	
Impôts et taxes et versements assimilés	16 443 078		20 508 338	
IV-Excédent brut d'exploitation		145 829 822		187 097 544
Autres produits opérationnels		483 279		581 486
Autres charges opérationnelles	379 402		2 845 707	
Dotations aux amortissements	94 661 406		94 627 311	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions		6 500 000		6 500 000
V-Résultat opérationnel		57 772 294		96 706 013
Produits financiers		458 860		1 200 715
Charges financières	41 976 901		16 507 065	
VI-Résultat financier	41 518 041		15 306 349	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		16 254 252		81 399 663
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats	850 628		15 266 363	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire	3 315 664		2 165 008	
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		12 087 959		63 968 291

Annexe XIV : Bilan prévisionnel actif 2020

BILAN PREVISIONNEL 2020		KDA
	ACTIF	MONTANT NET
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations incorporelles		-
Immobilisations corporelles		54
. Terrains		695 130
. Bâtiments		101 096
. Autres immobilisations corporelles		861 690
. Immobilisations en concession		-
Immobilisations en cours		-
Immobilisations financières		-
. Titres mis en équivalence		-
. Autres participations et créances rattachées		-
. Autres titres immobilisés		-
. Prêts et autres actifs fin. non courants		-
. Impôts différés actif		-
TOTAL ACTIF NON COURANT		1 657 970
ACTIF COURANT		
Stocks et encours		416 280
Créances et emplois assimilés		-
. Clients		160 000
. Autres débiteurs		36 720
. Impôts et assimilés		9 280
. Autres créances et emplois assimilés		-
Disponibilités et assimilés		-
. Placements et autres actifs fin. courants		-
. Trésorerie		85 310
TOTAL ACTIF COURANT		707 590
TOTAL GENERAL ACTIF		2 365 560

Annexe XV : Bilan prévisionnel passif 2020

BILAN PREVISIONNEL 2020

KDA

	PASSIF	MONTANT
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis (ou compte de l'exploitant)		1 000 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		263 996
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		87 385
Autres capitaux propres – Report à nouveau		146 455
TOTAL I		1 497 836
PASSIFS NON-COURANTS		
Emprunts et dettes financières		688 000
Impôts (différés et provisionnés)		8 500
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		-
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		696 500
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés		15 964
Impôts		22 380
Autres dettes		110 000
Trésorerie Passif		22 880
TOTAL PASSIFS COURANTS III		171 224
	TOTAL GENERAL PASSIF	2 365 560

Annexe XVI : Compte de résultat prévisionnel 2020

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL 2020

KDA

DESIGNATION	MONTANT
Ventes et produits annexes	1 157 595
Achats consommés	520 399
Services extérieurs et autres consommations	27 861
II. CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE	548 261
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION	609 334
Charges du personnel	290 600
Impôts, taxes et versements assimilés	14 286
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	304 448
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur	154 655
V RESULTAT OPERATIONNEL	149 793
Produits financiers	590
Charges financières	- 42 500
VI RESULTAT FINANCIER	- 41 910
VII RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V + VI)	107 883
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	20 498
X RESULTAT NET DE L'EXERCICE	87 385

Liste des tableaux

Tableau 1. Les soldes intermédiaires de gestion	53
Tableau 2. Calcul de la CAF (méthode soustractive)	54
Tableau 3. Calcul de la CAF (méthode additive).....	55
Tableau 4. Les ratios de répartition de la Valeur Ajoutée.....	56
Tableau 5. Le ratio d'évolution de l'activité	57
Tableau 6. Les ratios de rotation	57
Tableau 7. Les ratios de rentabilité	58
Tableau 8. Les ratios de liquidité	59
Tableau 9. Les ratios de structure	59
Tableau 10. Risques et atténuations	69
Tableau 11. Types de crédits accordés au client par les autres banques.....	70
Tableau 12. Détail des CMT octroyés par les autres banques	70
Tableau 13. Résultat de la centrale des risques.....	70
Tableau 14. Détails des lignes de crédits proposées	71
Tableau 15. Revenus attendus.....	72
Tableau 16. Plan d'importation	73
Tableau 17. Cycle d'exploitation.....	73
Tableau 18. Répartition du personnel	76
Tableau 19. Répartition des actions	76
Tableau 20. Risques et facteurs atténuants	77
Tableau 21. Condition du client.....	78
Tableau 22. Revenus et rentabilité	78
Tableau 23. Gestion des actifs	79
Tableau 24. Evolution des fonds propres	80
Tableau 25. Taux d'endettement.....	81
Tableau 26. Ratio de liquidité restreinte et immédiate	81
Tableau 27. Etude des cash flows	82
Tableau 28. Matrice SWOT	83
Tableau 29. Bilan financier actif.....	85
Tableau 30. Bilan financier passif.....	86
Tableau 31. Bilan financier condensé actif	86

Tableau 32. Bilan financier condensé passif.....	87
Tableau 33. Calcul des indicateurs de l'équilibre financier.....	87
Tableau 34. Vérification des équilibres financiers.....	87
Tableau 35. Calcul des soldes intermédiaires de gestion.....	88
Tableau 36. SIG rapportés au CA.....	88
Tableau 37. Calcul de la CAF par la méthode soustractive.....	89
Tableau 38. Calcul de la CAF par la méthode additive.....	89
Tableau 39. CAF rapprochée des emprunts financiers.....	90
Tableau 40. Calcul des ratios de répartition de la VA.....	90
Tableau 41. Calcul des ratios de l'évolution de l'activité.....	91
Tableau 42. Calcul des ratios de rotation.....	91
Tableau 43. Calcul des ratios de rentabilité.....	92
Tableau 44. Calcul des ratios de liquidité.....	92
Tableau 45. Calcul des ratios de structure.....	93

Liste des figures

Figure 1. Le cycle d'exploitation des entreprises industrielles	21
Figure 2. Le besoin en fonds de roulement	23
Figure 3. Les crédits d'exploitation	24
Figure 4. Le cautionnement des marchés publics.....	30
Figure 5. La garantie à première demande	38
Figure 6. La garantie bancaire	39
Figure 7. La relation entre le FR, le BFR et la TR	52
Figure 8. Interprétation de la CAF	55

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Sommaire	5
Liste des abréviations	6
Introduction générale.....	9
Chapitre I : La banque : Généralités et concepts de base	11
Section 1 : Généralités sur la banque	12
1 Définition de la banque	12
2 Classifications des banques.....	13
2.1 Selon le rang	13
2.1.1 La banque de premier rang	13
2.1.2 La banque de second rang	13
2.2 Selon l'activité.....	13
2.2.1 Les banques de dépôt.....	14
2.2.2 Les banques d'investissement (banque d'affaires).....	14
2.2.3 La banque universelle.....	14
3 Les fonctions de la banque.....	14
4 La notation financière	15
Section 2 : Généralités sur les crédits bancaires	16
1 Définition du crédit	16
2 Définition du crédit bancaire	16
3 Le rôle du crédit bancaire	17
4 Classifications des crédits aux entreprises	17
4.1 Les crédits d'exploitation (crédits à court terme).....	17
4.2 Les crédits d'investissement (crédits à moyen et à long terme).....	17
4.3 Le crédit-bail (ou leasing)	18

Chapitre II : Cycle d'exploitation, financement et risques encourus	19
Section 1 : Le cycle d'exploitation d'une entreprise et son financement.....	20
1 Le cycle d'exploitation.....	20
1.1 Définition du cycle d'exploitation.....	20
1.2 Les phases du cycle d'exploitation.....	20
1.2.1 Le cycle d'exploitation des entreprises industrielles	21
1.2.2 Le cycle d'exploitation des entreprises commerciales	22
1.3 Les besoins liés au cycle d'exploitation	22
2 Financement du cycle d'exploitation	23
2.1 Les crédits d'exploitation par caisse.....	24
2.1.1 Les crédits d'exploitation globaux	24
2.1.1.1 La facilité de caisse	25
2.1.1.2 Le découvert	25
2.1.1.3 Le crédit de campagne.....	25
2.1.1.4 Le crédit spot.....	25
2.1.1.5 L'accréditif	26
2.1.2 Les crédits d'exploitation spécifiques	26
2.1.2.1 L'escompte	26
2.1.2.2 L'affacturage (factoring)	26
2.1.2.3 L'avance sur stocks	27
2.1.2.4 L'avance sur factures.....	27
2.1.2.5 Le financement des marchés publics	27
2.2 Les crédits d'exploitation par signature	28
2.2.1 Le cautionnement des marchés publics	28
2.2.1.1 Caution de soumission.....	28
2.2.1.2 Caution de restitution d'avances forfaitaires	29
2.2.1.3 Caution de bonne exécution du marché.....	29
2.2.1.4 Caution de retenue de garantie	30
2.2.2 Le financement des importations.....	31

2.2.2.1	La remise documentaire (IDC)	31
2.2.2.2	La lettre de crédit ou crédit documentaire (L/C)	31
2.2.2.3	Les crédits d'enlèvement.....	31
2.2.2.4	Les cautions en douane.....	31
2.2.3	Les crédits par acceptation ou aval.....	32
2.2.3.1	Définition de l'effet de commerce.....	32
2.2.3.2	Les types d'effets de commerce	32
Section 2 : Les risques et les garanties		34
1	Les risques.....	34
1.1	Les types de risques.....	34
1.1.1	Le risque de crédit (ou risque de contrepartie).....	34
1.1.2	Le risque de marché	34
1.1.3	Le risque de liquidité.....	35
1.1.4	Le risque opérationnel	35
2	Les sûretés (les garanties)	35
2.1	Effets juridiques des sûretés	35
2.2	Les types de garanties.....	36
2.2.1	Les garanties personnelles	36
2.2.1.1	Le cautionnement	36
2.2.1.2	Les garanties autonomes.....	37
2.2.1.3	La lettre d'intention	39
2.2.2	Les garanties réelles	39
2.2.2.1	Le nantissement.....	39
2.2.2.2	Le gage	40
2.2.2.3	L'hypothèque.....	40
Chapitre III : Outils d'analyse du cycle d'exploitation		42
Section 1 : Généralités.....		43
1	Les états financiers	44
1.1	Le bilan.....	44

1.2	Le compte de résultat	44
1.3	Les documents annexes	45
2	Les outils de l'analyse financière	45
	Section 2 : Approche globale	45
1	Le bilan financier	45
1.1	Les équilibres découlant du bilan financier	47
1.1.1	Le fonds de roulement	47
1.1.2	Le besoin en fonds de roulement	48
1.1.3	La trésorerie	50
1.2	Les soldes intermédiaires de gestion	52
1.3	La capacité d'autofinancement	54
	Section 3 : Approche relative	56
1	Les ratios	56
1.1	Les ratios de mesure de l'activité	56
1.2	Les ratios de mesure de la rentabilité	58
1.3	Les ratios de mesure de la liquidité	58
1.4	Les ratios de mesure de la structure financière	59
	Chapitre IV : Montage et étude d'un dossier de crédit d'exploitation	61
	Section 1 : Présentation de la banque et constitution d'un dossier de crédit	62
1	Aperçu général de la Bank ABC	62
2	Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation	63
1.1	Une demande écrite	63
1.2	Les documents juridiques et administratifs	63
1.3	Les documents comptables et financiers	64
1.4	Les documents fiscaux et parafiscaux	64
1.5	Le compte rendu de visite	64
	Section 2 : Rapport de crédit de Bank ABC	65
	Section 3 : Analyse financière	84

1	Approche globale	85
1.1	Bilan financier	85
1.2	Bilan financier condensé	86
1.3	Les indicateurs de l'équilibre financier	87
1.4	Les soldes intermédiaires de gestion	88
1.5	Capacité d'autofinancement par les deux méthodes.....	89
2	Approche relative	90
2.1	Les ratios de répartition de la VA.....	90
2.2	Les ratios d'évolution de l'activité	91
2.3	Les ratios de rotation	91
2.4	Les ratios de rentabilité	92
2.5	Les ratios de liquidité	92
2.6	Les ratios de structure.....	93
3	Conclusion et recommandations	94
	Conclusion générale	95
	Bibliographie.....	97
	Liste des annexes.....	100
	Liste des tableaux	117
	Liste des figures	119
	Table des matières	120
	Résumé	125

Résumé

Sonia et Yasmina Mehelleb, « Etude et analyse financière d'un crédit d'exploitation », stage réalisé au niveau de la Division des Entreprises et des Institutions Financières de Bank ABC à Béjaïa, mémoire de master, spécialité CCA, faculté SEGC, université Abderrahmane Mira Béjaïa.

Ce mémoire a pour objet l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation soumis à la Bank ABC de Bejaïa. L'analyse financière de l'entreprise désirant le financement de son exploitation se fait sur la base de ses états financiers de 2017 et de 2018 avec un bilan provisoire de 2019 et une projection pour 2020.

L'analyse financière qui s'articule autour de la solvabilité et de la liquidité de l'entreprise est menée par l'approche globale (construction du bilan financier, calcul des indicateurs de l'équilibre [FR, BFR, TR] des SIG et de la CAF) et par l'approche relative, en l'occurrence les ratios.

Cette analyse est combinée à l'étude approfondie que réalise le banquier et ce, à des fins de comparaison car il effectue cette étude selon la méthode anglo-saxonne.

Ce travail nous a ainsi permis d'apprécier le dossier de crédit d'exploitation par ces deux méthodes et finalement de souligner leurs points communs ainsi que leurs divergences.

Mots-clés : Banque, Crédit d'exploitation, Analyse financière, Analyse financière anglo-saxonne.

Sonia and Yasmina Mehelleb, "Operating loan study and financial analysis", internship at the Division of Companies and Financial Institutions of Bank ABC in Bejaïa, master's thesis, specialization ACA, EMMS Faculty, Abderrahmane Mira Bejaïa University.

The purpose of this thesis is to study an operating loan file submitted to Bank ABC in Bejaïa. The financial analysis of the company requesting the financing of its operations is based on its financial statements of 2017 and 2018 with a provisional balance sheet of 2019 and a projection for 2020.

The financial analysis based on the solvency and liquidity of the firm is carried out using the global approach, and the relative approach.

This analysis is combined to the in-depth study done by the banker for comparison purposes, as he makes his study according to the English method.

This work thus allowed us to assess the operating credit file using the two methods and to highlight their common points and their differences.

Keywords: Bank, Operating loan, Financial analysis, English financial analysis.